

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AOÛT 1919

PROJET DE LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Notre système de pensions militaires est régi par la loi du 24 mai 1838 et la loi de 1840. La première alloue des pensions de retraite aux militaires de tout grade qui ont accompli un certain nombre d'années de service; elle ouvre des droits à la pension pour blessures, quelle que soit la durée des services; elle accorde une pension aux veuves des militaires tués sur le champ de bataille ou dans un service commandé, ou morts par suite de blessures reçues à la guerre ou dans un service commandé, et un secours annuel aux orphelins.

La seconde alloue des pensions de réforme aux militaires atteints de blessures ou d'infirmités durant le service, mais non par le fait du service.

Ces lois étaient adéquates aux institutions militaires de l'époque; les modifications qui y ont été apportées dans la suite, notamment, en 1912 (lois des 24 et 25 mai) n'ont pas modifié leur caractère; elles ont amélioré les tarifs, supprimé certaines restrictions, rien de plus. Des transformations importantes se sont opérées depuis dans l'armée : de professionnelle et restreinte qu'elle était, l'armée a évolué vers une conception plus large; elle est devenue nationale, le jour où ses rangs se sont ouverts à un nombre de plus en plus élevé de citoyens.

A l'armée active, au noyau permanent, est venu s'ajouter un personnel de complément, officiers de réserve, et depuis la mobilisation, officiers auxiliaires et volontaires pour la durée de la guerre.

Il importe de reconnaître par une disposition légale l'existence de ces catégories nouvelles dont le valeureux concours fut très précieux pendant la

guerre, et il est de toute justice de leur assurer éventuellement les avantages de la pension.

Cette innovation ne peut être différée, elle doit prendre corps dès qu'on s'occupe d'un remaniement dans le régime des pensions.

Il n'a pas paru opportun de toucher, en ce moment, au tarif des pensions d'ancienneté : assurément, une revision s'impose, mais il est sage d'ajourner l'adoption d'un nouveau barème de pensions militaires jusqu'au moment où s'établira la réforme des pensions civiles.

Mais peut-on, en attendant la solution d'ensemble, tenir à la portion congrue, les militaires qui ont fait la guerre, et qui pour en être sortis sains et saufs, ne subissent pas moins, ou ressentiront plus tard, le contre coup des privations, des fatigues et des peines d'une lutte qui a duré plus de quatre ans et au cours de laquelle leur vie fut exposée aux plus grands périls ? Le sentiment public serait offensé d'apprendre, au moment de leur mise à la retraite, la modicité de leur pension ; on n'excuserait pas la tiédeur et la lenteur de la reconnaissance nationale. On peut leur accorder une pension satisfaisante sans modifier le tarif en cours ; il suffit de le relever à leur profit. Le taux d'augmentation prévu par le projet n'est pas uniforme ; il est variable, suivant une échelle décroissante, en partant du grade inférieur jusqu'au grade le plus élevé.

Le projet prévoit et règle certaines situations engendrées par la guerre, notamment celle des officiers qui ont repris du service, celle des officiers commissionnés et celle des sous-officiers devenus officiers au cours des hostilités.

Le projet respecte les conditions auxquelles la loi de 1838 subordonne l'octroi d'une pension d'ancienneté, sauf en deux points sur lesquels s'opère une réforme capitale :

1° Il abaisse les conditions d'âge (50 ans au lieu de 55) et de durée de service (35 ans au lieu de 40) pour l'octroi de la pension aux officiers subalternes.

L'expérience de la guerre a démontré la nécessité de cette mesure : pour diriger et entraîner les soldats issus d'un système militaire de courte durée d'instruction, et pour supporter allègrement les épreuves de la lutte, il faut des chefs doués d'une pleine vigueur intellectuelle et physique.

2° Il permet au Roi, de mettre à la pension sur leur demande les officiers subalternes comptant au moins dix années de service effectif, dont quatre dans le grade d'officier, et au plus trente années, s'ils consentent à passer dans le cadre de réserve et à accomplir les obligations imposées à ce cadre. La pension ne devient définitive qu'au moment où ces obligations sont accomplies.

On ne peut songer à entretenir en temps de paix tous les officiers nécessaires aux formations de guerre, et ceux qui sont destinés à combler les pertes qui se produisent inévitablement au cours des opérations.

Par le moyen prévu, le pays disposera après un certain temps d'une réserve importante d'officiers pour parer aux besoins de la guerre.

Un arrêté royal en fixera le nombre chaque année, par arme, grade ou service.

A part ces deux dispositions, le projet ne s'écarte pas, en ce qui concerne les pensions d'ancienneté, des principes suivis par la loi de 1838; la pension est proportionnée au nombre d'années de service; à égalité de durée de service, la pension allouée à des gradés ne sera jamais moindre que celle du gradé de rang immédiatement inférieur.

Les tarifs annexés aux lois des 24 et 25 mai 1912 sont reproduits au Tableau I du projet : les majorations applicables aux militaires qui ont fait la guerre 1914-1918, y sont indiquées.

Le projet élargit considérablement le droit à la pension pour blessures et pour maladies.

La classification des lésions et des infirmités, établie par la loi actuelle n'est plus en rapport avec les progrès de la science médicale et chirurgicale; les principes de prévoyance et d'assistance sociale qui s'infusent peu à peu dans notre législation lui sont étrangers. Les blessures et les infirmités ne donnent droit à la pension que si elles sont graves et incurables; ne donnent ouverture immédiate à la pension que celles qui ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou plusieurs membres ou les infirmités équivalentes. Enfin, dans les cas moins graves, la loi actuelle n'accorde la pension que lorsque le militaire est hors d'état de servir activement et qu'il ne pourra rentrer ultérieurement au service.

Le projet consacre le droit à la pension pour toutes les infirmités causées par blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés durant le service et par le fait du service, et, en outre, pour les infirmités causées ou aggravées par les fatigues, dangers et accidents éprouvés durant le service et par le fait du service.

La nature et la suite des blessures ou infirmités seront justifiées dans les formes et délais à déterminer par arrêté royal, mais le projet donne une facilité importante aux invalides : il admet que les blessures constatées avant le renvoi du militaire, sont présumées provenir d'événements de guerre ou accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service. Il en est de même des infirmités provenant de maladies constatées pendant le temps où le militaire a été incorporé, ou pendant les 6 mois qui ont suivi son renvoi, et pour le militaire actuellement dans ses foyers, durant les 6 mois qui suivront la promulgation de la loi.

L'aggravation due au service donne droit à la pension au même titre que l'infirmité causée par le service.

Le droit à la pension et le taux de celle-ci sont fondés non plus sur l'incapacité de servir et l'impossibilité de rentrer ultérieurement au service, comme le spécifie la loi de 1838, mais sur l'invalidité de l'infirm ou du blessé; toutefois la pension n'est due que si l'invalidité constatée est au minimum de 10 %.

Pour la fixation de la pension, le projet instaure un système nouveau, offrant certaine analogie avec celui qui a servi de base à la loi sur les accidents de travail : c'est le degré d'invalidité qui détermine l'importance de la pension.

Le barème proposé est de 2,400 francs pour l'invalidité complète, mais cette somme est augmentée de 50 % au profit des victimes de la guerre de 1914-1918. Cet avantage n'a pas besoin de justification : les héros et les victimes de la guerre ont subi la plus rude épreuve à laquelle des combattants furent jamais exposés; ils ont couru des risques sans nombre, enduré des fatigues et des souffrances exceptionnelles, et ont droit à ce dédommagement exceptionnel.

Les militaires frappés d'incapacité absolue recevront une pension annuelle de 3,600 francs. La pension subira une décroissance proportionnée à la capacité restante.

En cas d'infirmités multiples, dont l'une entraîne l'invalidité absolue, il sera ajouté à la pension un supplément de 150 francs à 1,500 francs par multiples de 150 francs.

Aux mutilés que leurs infirmités rendent incapables de se mouvoir ou d'accomplir les actes essentiels de la vie, sans recourir aux soins constants d'une tierce personne, on accordera une allocation spéciale pouvant s'élever à 1,500 francs.

Enfin l'invalidé qui a charge de famille recevra une majoration de pension par enfant légitime ou naturel reconnu, jusqu'à l'âge de 18 ans. Cette majoration sera proportionnée au degré d'incapacité; 300 francs par enfant si l'incapacité est totale; elle subira une décroissance continue jusque 30 francs pour l'invalidité de 10 %.

En résumé, l'invalidé réduit à l'incapacité absolue, atteint de plusieurs infirmités, marié et père de plusieurs enfants pourra toucher une pension annuelle de 3,100 francs plus 300 francs par enfant jusque l'âge de 18 ans. S'il est obligé de recourir à l'assistance constante d'un tiers, il recevra un supplément annuel qui pourra s'élever à 1,500 francs.

Les droits à la pension de la famille du militaire qui a succombé à la suite de faits de guerre, sont très restreints sous le régime actuel.

Seuls les veuves et les orphelins peuvent y prétendre, et encore leur demande n'est-elle admissible que si le militaire a été tué sur le champ de bataille ou dans un service commandé ou s'il est mort par suite de blessures reçues à la guerre ou dans un service commandé.

Le projet élargit ces dispositions sous un double rapport; il consacre le droit des veuves et des orphelins non seulement en cas de mort par blessure mais encore lorsque le décès est causé par une maladie contractée ou aggravée durant le service et par le fait du service.

Il étend le bénéfice de la pension à d'autres membres de la famille, à défaut de veuve et de descendants, le père et la mère du militaire décédé recevront une allocation, s'ils justifient qu'ils ne disposent pas d'un revenu supérieur à 5,000 francs. A défaut des père et mère, l'allocation revient aux

grands-parents. Toutefois, si le militaire a laissé des frères et sœurs âgés de moins de 16 ans accomplis, l'allocation familiale leur est accordée exclusivement et est payée aux personnes qui en ont la charge.

Ces dispositions sont également applicables aux familles des militaires disparus depuis six mois au moins, et portés comme tels sur les listes officielles dressées par le Ministère de la Guerre. Ces pensions deviennent définitives lorsque l'absence a été déclarée, conformément à la loi.

Les indemnités allouées par la loi de 1838 aux veuves et aux orphelins sont très faibles. Ainsi la veuve d'un soldat a droit à une pension annuelle de 300 francs; la veuve d'un capitaine en second, 960 francs; d'un lieutenant général, 2,730 francs. Il est impossible d'ériger sur des bases aussi étroites un système de réparations équitables pour les parents des victimes de la guerre. Comme pour les invalides, un barème nouveau s'impose; le projet l'établit: ce barème comprend non seulement les pensions dues aux veuves et aux orphelins, mais les allocations qui, éventuellement, seront payées aux ascendants et aux frères et sœurs. Le projet prévoit, comme pour les invalides, une majoration qui atteint 50 % pour les veuves et une proportion un peu différente pour les autres membres de la famille. Cet avantage est bien dû à ceux auxquels les soldats qui ont subi la grande épreuve, et y ont péri, se rattachaient par les liens du sang et de l'affection.

Il reste à expliquer quelques dispositions d'ordre général.

Le projet s'applique, quant à la pension et aux allocations diverses, aux droits qui se sont ouverts depuis le 1^{er} août 1914.

Toutes les autres dispositions du projet, sauf les majorations spécifiées pour les militaires qui ont fait la guerre ou pour leur famille, ont un caractère définitif; leurs effets s'exerceront, sans restriction, sur tous les militaires et sur ceux qui y sont assimilés.

*
* *

Un arrêté royal déterminera la formation et le fonctionnement des Commissions qui seront chargées de statuer sur les droits aux pensions et allocations prévues par la présente loi.

Ces Commissions comprendront un tiers au moins de mutilés, dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

Leurs décisions seront susceptibles d'appel: le recours sera porté devant une juridiction supérieure composée par tiers de magistrats, d'invalides de la qualité dite ci-dessus et de fonctionnaires.

L'instruction de ces affaires se fera sans frais.

*
* *

Le projet n'est pas applicable aux militaires seulement, mais aussi aux civils qui ont été attachés à l'armée pendant la guerre.

Un arrêté royal déterminera la catégorie de civils qui pourront y prétendre et il mentionnera le grade dans lequel ces personnes seront par cor-

respondance considérées au point de vue de la pension ; si elles sont mortes des suites de la guerre, leurs ayants droit jouiront des avantages accordés aux parents des militaires.

En dehors des officiers des cadres actifs et de réserve, l'arrêté-loi du 25 octobre 1917 a créé pour la durée de la guerre des officiers commissionnés à titre auxiliaire ou de réserve.

L'officier commissionné exerce les pouvoirs de l'officier ; il est pourvu d'un brevet royal ; il porte l'uniforme et les insignes du grade ; il est soumis aux mêmes lois et au même régime disciplinaire que les autres officiers.

Il est équitable d'appliquer aux officiers commissionnés toutes les dispositions qui sont prévues pour les officiers du même grade de l'armée active.

*
* *

La loi de 1838 ne fait pas de distinction entre les militaires du front et ceux des organismes de l'arrière ; la grande guerre a montré la différence des services rendus ainsi que des risques et périls courus. Il est de toute justice d'y avoir égard ; le projet le fait en comptant pour le double en sus de la durée effective le temps de service de ceux qui ont droit aux chevrons de front.

Comme le maximum de la pension s'arrête au bout de quarante ans de service, les militaires qui ont atteint ce terme au cours de la guerre, seraient exclus du bénéfice supplémentaire des années de campagne si on leur appliquait strictement cette disposition ; aussi le projet permet-il de dépasser le maximum prévu pour le bénéfice des années supplémentaires de campagne et de celles donnant droit aux chevrons de front.

Le projet admet pour former la pension totale le cumul de la pension d'ancienneté avec la pension d'invalidité, moyennant certains tempéraments.

Le projet permet aux titulaires des pensions d'invalidité de cumuler cette pension avec le traitement attaché à un emploi civil de l'État, des provinces ou des communes ou avec des pensions civiles ; il importe de favoriser les mutilés qui recherchent une occupation et de leur garantir qu'ils peuvent s'y livrer sans risquer de perdre le dédommagement auquel donne droit la mutilation subie pour la défense du pays.

Telles sont les règles essentielles du projet. Certaines d'entre elles qui se rapportent aux mutilés ont été empruntées à la loi qui a été adoptée en France après de très longs et laborieux débats. A la différence de nos grands alliés, nous n'avons pas voulu isoler la loi de réparation due aux mutilés de celle des autres victimes de la grande guerre. Toutes les situations doivent être envisagées avec la même diligence et un égal sentiment de gratitude.

Nous avons eu, en outre, le souci d'accorder à tous un dédommagement plus important, étant donné que le lourd fardeau de la guerre a été supporté dans notre pays par un nombre d'hommes proportionnellement moindre, beaucoup moindre chez nous que chez nos voisins.

De quelle charge le projet va-t-il grever notre budget?

Il est impossible de le déterminer avec précision. D'après les calculs approximatifs, on peut évaluer à 100 millions de francs, au minimum, la dépense annuelle; il y aura décroissance avec le temps.

Pour le règlement des arriérés, il faudra disposer d'un crédit d'environ 200 millions de francs.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Guerre,

F. MASSON.

**Projet de loi
sur les pensions militaires.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre nom, aux Chambres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

La présente loi est applicable aux droits à la pension qui se sont ouverts à partir du 1^{er} août 1914 ou qui s'ouvriront à l'avenir pour une des causes mentionnées dans les articles suivants.

Toutefois, elle n'est pas applicable aux militaires qui, au 1^{er} août 1914, étaient en instance de pension, en non activité pour quelque cause que ce soit, ou en congé pour maladie, si dans la suite ces militaires n'ont pas repris du service.

TITRE PREMIER.

**DROITS A LA PENSION POUR ANCIENNETÉ
DE SERVICE.**

ART. 2.

Ont droit à une pension de retraite pour ancienneté de service :

1° Les officiers supérieurs et les offi-

**Wetsontwerp
betreffende de pensioenen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze tot Raad vergaderde Ministers :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers, ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Onderhavige wet is toepasselijk op de rechten op het pensioen die van den 1^{er} Augustus 1914 af ontstaan zijn, of die in 't vervolg uit een der bij volgende artikelen vermelde oorzaken zullen ontstaan.

Zij is echter, niet toepasselyk op de militairen die op 1^{er} Augustus 1914, op 't punt stonden van gepensionneerd te worden, op non-activiteit om onverschillig welke reden, of wegens ziekte met verlof waren, indien deze militairen later geen dienst hebben hernomen.

TITEL I.

**RECHTEN OP HET PENSIOEN WEGENS
DIENSTOUDERDOM.**

ART. 2.

Hebben recht op een rustpensioen wegens dienstouderdom :

1° de hogere en de opperofficieren.

ciers généraux qui ont quarante années de service effectif et qui sont âgés de 55 ans accomplis;

2° Les officiers subalternes qui ont 35 années de service effectif et qui sont âgés de 50 ans accomplis;

3° Les militaires en dessous du rang d'officier y compris ceux de la gendarmerie qui comptent 20 années de service effectif;

4° Les officiers et les militaires en dessous du rang d'officier qui ont au moins 10 années de service effectif et qui sont hors d'état de continuer à servir pour cause de blessures ou d'infirmités;

5° Les officiers qui ayant quitté l'armée autrement que par pension, ont repris du service au cours de la guerre et qui, par l'apport des nouveaux services ainsi accomplis, comptent plus de 20 années de service effectif et moins de 35 années de service effectif (années pour études préliminaires non comprises), pourvu qu'ils n'aient pas obtenu leur passage dans les cadres actifs et qu'ils demandent leur pension dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi;

6° Les militaires de rang inférieur à celui d'officier qui étaient en activité au 1^{er} août 1914 et ceux qui étant congédiés, ont repris du service au cours de la guerre, s'ils sont commissionnés en qualité d'officier auxiliaire ou d'officier de réserve et si par l'apport des nouveaux services, ils comptent plus de 20 années de service effectif (années pour études préliminaires non comprises) et moins de 35 années de service effectif. Leur demande devra parvenir au Ministre de la Guerre dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

die 40 jaren werkelyken dienst hebben en die ten volle 55 jaar oud zijn;

2° de lagere officieren die 35 jaar werkelyken dienst hebben en die ten volle 50 jaar oud zijn;

3° de militairen beneden den rang van officier met inbegrip dergenen van de gendarmerie, die 20 jaar werkelyken dienst hebben;

4° de officieren en de militairen beneden den rang van officier die minstens 10 jaar werkelyken dienst hebben en die uit oorzaak van kwetsuren of van lichaamsgebreken buiten staat zijn nog te dienen;

5° de officieren die, na het leger om eene andere reden dan wegens pensioen te hebben verlaten, in den loop van den oorlog opnieuw dienst hebben genomen en die, met de aldus vervulde nieuwe diensten erbij gerekend, meer dan 20 jaar werkelyken dienst en minder dan 35 jaar werkelyken dienst hebben, (de voorafgaande studiejaren niet inbegrepen) op voorwaarde dat zij hunne opneming bij de werkdadige kaders niet hebben bekomen en dat zij hun pensioen aanvragen binnen de zes maanden na de afkondiging van onderhavige wet;

6° de militairen beneden den rang van officier die op 1^{er} Augustus 1914 onder werkelyken dienst waren en zij die, ontslagen zijnde, in den loop van den oorlog opnieuw dienst hebben genomen hebben, indien zij aangesteld zijn in hoedanigheid van hulpofficier of van reserve-officier, en indien zij, de nieuwe diensten erbij gerekend, meer dan 20 jaar werkelyken dienst, zonder inbegrip der voorafgaande studiejaren, en minder dan 35 jaar werkelyken dienst hebben. Hunne aanvraag dient binnen de zes op de afkondiging van onderhavige wet volgende maanden bij den Minister van Oorlog ingekomen.

ART. 3.

Le Roi a la faculté de mettre à la pension :

A. — Les officiers :

1° Qui comptent plus de dix années et moins de trente années de service effectif et qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

a) S'ils ont été placés en non-activité par mesure d'ordre, en vertu d'un arrêté royal ou au traitement de réforme ;

b) S'ils ont été dépassés pour l'avancement et ne sont plus jugés aptes à exercer activement les fonctions de leur grade.

2° Qui comptent au moins trente années de service effectif et qui sont reconnus hors d'état de continuer à servir ;

3° Qui comptent quarante années de service effectif et qui en font la demande ;

4° Qui ont atteint l'âge de 50 ans accomplis, s'il s'agit d'officiers subalternes, et 55 ans accomplis, s'il s'agit d'officiers supérieurs et généraux ;

5° Sur leur demande, les officiers subalternes comptant au moins dix années de service effectif, dont quatre années dans le grade d'officier et au plus trente années, qui consentiront à passer dans le cadre de réserve et à accomplir les obligations imposées à ce cadre ;

Cette pension ne devient définitive qu'au moment où les dites obligations sont accomplies.

Un arrêté royal fixera annuellement, par grade, arme ou service, le nombre d'officiers qui pourront bénéficier de cette disposition.

ART. 3.

De Koning kan op pensioen stellen :

A. De officieren :

1° Die meer dan tien jaar en minder dandertig jaar werkelyken dienst hebben en die in een der volgende gevallen verkeeren :

a) Indien zij op non-activiteit bij tuchtmaatregel, krachtens een koninklijk besluit of met reforme-wedde werden geplaatst ;

b) Indien zij voor de bevordering achtergebleven zijn en niet meer geschikt worden bevonden om de betrekking van hunnen graad werkdadig waar te nemen.

2° Die ten minste dertig jaar werkelijken dienst hebben en buiten staat worden bevonden te blijven dienen ;

3° Die veertig jaar werkelijken dienst hebben en daartoe de aanvraag indienen ;

4° Die den vollen ouderdom van 50 jaar, zoo er sprake is van lagere officieren, en den vollen ouderdom van 55 jaar, wanneer het hoogere-en opperofficieren geldt, hebben bereikt.

5° Op eigen aanvraag, de lagere officieren met minstens tien jaar werkelijken dienst, waarvan vier jaar in den graad van officier en ten hoogste dertig jaar, die er zullen in toestemmen bij het reserve-kader over te gaan en de aan dit kader opgelegde verplichtingen na te komen ;

Dit pensioen wordt maar definitief op het oogenblik dat deze verplichtingen vervuld zijn.

Een koninklijk besluit zal jaarlijks per graad, wapen of dienst, het aantal officieren bepalen die het voordeel dezer beschikking zullen kunnen genieten.

B. — Les militaires de rang inférieur à celui d'officier :

1° Qui comptent plus de vingt années de service effectif;

2° Qui ont plus de 50 ans accomplis.

ART. 4.

Les années de service effectif se comptent à partir du jour où le militaire est entré au service actif comme volontaire ou milicien, mais seulement à partir de l'âge de 16 ans révolus s'il est entré au service avant cet âge.

Les années de service effectif accomplies par tous les officiers sont majorées, à titre d'études préliminaires, de deux ans. Toutefois ces deux années sont portées à trois pour les anciens élèves de l'École militaire qui ont été nommés sous-lieutenant après le 6 mai 1888, à cinq ans pour les médecins, à quatre pour les pharmaciens et les vétérinaires.

ART. 5.

Le temps passé hors d'activité sans traitement, ne peut compter dans la supputation du service effectif.

Le temps passé en disponibilité compte pour toute sa durée. Il en est de même du temps passé en non-activité, pour cause de maladie contractée à l'occasion du service, pour licenciement de corps ou suppression d'emploi.

Le temps passé en non-activité pour toute autre cause, compte pour la moitié de sa durée et le temps passé en réforme pour le quart seulement.

B. De militairen beneden den rang van officier :

1° Die meer dan 20 jaar werkelijken dienst hebben.

2° Die den vollen ouderdom van 50 jaar voorbij zijn.

ART. 4.

De jaren werkelijke dienst worden berekend van den dag af waarop de militair als vrijwilliger of milicien onder werkdadigen dienst is getreden, doch maar met ingang van den vollen ouderdom van 16 jaar, indien hij voor dien ouderdom in dienst is getreden.

De door al de officieren vervulde jaren werkelijke dienst worden met twee jaar vermeerderd uit hoofde van voorafgaande studiën. Deze twee jaren worden, echter, voor de oud-leerlingen der Militaire School, die na den 6ⁿ Mei 1888 tot onderluitenant werden benoemd, op drij, voor de geneesheeren, op vijf, voor de apothekers en de paardenartsen, op vier jaar gebracht.

ART. 5.

De buiten activiteit zonder wedde doorgebrachte tijd kan bij de berekening van den werkelijken dienst niet in aanmerking komen.

De in beschikbaarheid doorgebrachte tijd telt voor gansch den duur ervan. Hetzelfde geldt voor den tijd doorgebracht in non-activiteit uit oorzaak van ter gelegenheid van den dienst opgedane ziekte, voor korpsonthinding of afschaffing van betrekking.

De wegens alle andere reden in non-activiteit doorgebrachte tijd telt voor de helft en de in reforme doorgebrachte tijd slechts voor het vierde van den duur ervan.

ART. 6.

Est compté pour la pension militaire le temps passé dans un service civil qui donne droit à pension, pourvu toutefois que la durée des services militaires soit de vingt années au moins.

ART. 6.

Wordt gerekend voor het militair pensioen de in een burgerlijken dienst doorgebrachte tijd die op pensioen recht verleent, op voorwaarde echter, dat de duur der militaire diensten ten minste twintig jaar bereike.

TITRE II.

DROITS A LA PENSION
POUR CAUSE DE BLESSURES OU D'INFIRMITÉS

ART. 7.

Les blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés durant le service et par le fait du service, lorsqu'elles ont occasionné une invalidité de 10 % au moins, donnent droit à une pension d'invalidité quelle que soit la durée des services, conformément aux dispositions de la présente loi.

Les infirmités donnent le même droit, lorsqu'elles ont entraîné une invalidité de 10 % au moins et qu'elles ont été causées ou aggravées par les fatigues, accidents ou dangers du service militaire.

ART. 8.

En ce qui concerne les militaires de carrière, les blessures ou infirmités mentionnées à l'article 7 ne donnent lieu à l'obtention immédiate de la pension d'invalidité que si elles mettent ceux qui en sont atteints hors d'état de continuer à servir.

Si le militaire peut continuer à servir, la pension ne lui sera allouée que lorsqu'il quittera définitivement le service.

TITEL II.

RECHTEN OP HET PENSIOEN WEGENS KWETSUREN OF LICHAAMSGBREKEN.

ART. 7.

De gedurende den dienst en door den dienst uit oorlogsgebeurtenissen of ongevallen voortkomende kwetsuren, wanneer zij tot eene invaliditeit van ten minste 10 t. h. hebben aanleiding gegeven, geven recht op een pensioen wegens invaliditeit welke de duur der diensten ook weze overeenkomstig de voorschriften van onderhavige wet.

De lichaamsgebreken geven hetzelfde recht wanneer zij eene onbekwaamheid van ten minste 10 t. h. veroorzaakt hebben en indien zij veroorzaakt of verergerd werden door de vermoeinissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.

ART. 8.

Wat de beroepsmilitairen aangaat, de kwetsuren of lichaamsgebreken vermeld bij artikel 7 geven slechts aanleiding tot onmiddellijke bekoming van een pensioen wegens invaliditeit indien zij hen die er door aangedaan zijn, buiten staat stellen om te blijven dienen.

Indien de militair kan voortdienen, zal het pensioen hem slechts toegestaan worden wanneer hij den dienst voor goed zal verlaten.

ART. 9.

La cause, la nature et les suites des blessures ou infirmités mentionnées à l'article 7 seront justifiées dans les formes et dans les délais qui seront déterminés dans un arrêté royal.

ART. 9.

De oorzaak, de aard en de gevolgen der bij artikel 7 vermelde kwetsuren of lichaamsgebreken zullen gerechtvaardigd worden op de wijze en binnen den termijn bepaald in een koninklijk besluit.

ART. 10.

Toutes les invalidités constatées chez un militaire pendant la période où il a été mobilisé ou pendant les six mois qui ont suivi son renvoi dans ses foyers après la démobilisation, sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou aggravées par suite de fatigues, dangers ou accidents du service militaire.

Ce délai de six mois ne prendra cours, pour les militaires actuellement renvoyés dans leurs foyers, qu'à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 10.

Al de invaliditeiten vastgesteld bij een militair gedurende het tijdverloop waaronder hij gemobiliseerd was of gedurende de zes maanden na zijnen terugkeer in den huiskring na de demobilisatie, zijn zonder ander bewijs verondersteld opgedaan of verergerd te zijn geweest, ten gevolge der vermoeiingen, gevaren of ongevallen van den militairen dienst.

Dit tijdperk van zes maanden zal slechts aanvang nemen, voor de thans huiswaarts teruggezonden militairen, bij de afkondiging van onderhavige wet.

ART. 11.

Si l'invalidité est reconnue permanente, la pension de l'invalidité est accordée à titre définitif.

Si l'invalidité est temporaire, la pension est accordée à titre provisoire pour un an. Elle pourra être renouvelée après chaque période d'un an, à un taux inférieur, égal ou supérieur au tarif primitif.

Après l'expiration de la troisième année, la situation de l'intéressé sera considérée consolidée et la pension sera supprimée ou convertie en pension définitive.

ART. 11.

Indien de invaliditeit bestendig bevonden is, wordt het pensioen wegens invaliditeit ten vasten titel toegestaan.

Indien de invaliditeit tijdelijk is, wordt het pensioen voorloopig voor een jaar toegestaan. Het zal na iedere termijn van een jaar kunnen hernieuwd worden op een kleiner, gelijk, of hooger bedrag dan het eerste.

Na verloop van het derde jaar zal de toestand van den belanghebbende als vast worden aanzien en het pensioen afgeschaft of in een definitief pensioen worden omgezet.

ART. 12.

Les blessures ou infirmités prévues à l'article 7 donnent droit à une pension réduite lorsqu'elles ont été causées durant le service mais non par le fait du service, pourvu qu'il soit constaté que les causes de ces blessures ou infirmités sont indépendantes de la volonté des intéressés.

TITRE III.**DROITS DES VEUVES A UNE PENSION VIAGÈRE ET DES ORPHELINS A UNE PENSION TEMPORAIRE.****ART. 13.**

Les veuves des militaires tués sur le champ de bataille ou morts par suite de blessures reçues, d'accidents éprouvés, ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, ont droit à une pension viagère pourvu que le mariage soit antérieur à la blessure, à l'origine ou à l'aggravation de la maladie.

Cette restriction ne s'applique pas aux femmes qui ont épousé un mutilé de la guerre atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 60 %. Elles auront droit à la pension pour autant que le mariage ait été contracté dans les deux ans de la pension de leur époux ou de la cessation des hostilités et que le mariage ait duré une année au moins ou ait été rompu par la mort accidentelle de l'époux.

ART. 14.

La justification des causes de la nature et des suites des blessures et des mala-

ART. 12.

De kwetsuren of lichaamsgebreken voorzien bij artikel 7 geven recht op een verminderd pensioen wanneer zij veroorzaakt werden gedurende den dienst, maar niet door den dienst, op voorwaarde dat het weze vastgesteld dat de oorzaken van deze kwetsuren of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil van de belanghebbenden.

TITEL III.**RECHTEN DER WEDUWEN OP EEN LEVENSLANG PENSIOEN, EN DER WEEZEN OP EEN TIJDELIJK PENSIOEN.****ART. 13.**

De weduwen der op het slagveld gesneuvelde militairen of overleden aan de gevolgen van bekomen kwetsuren, overkomen ongevallen, of ziekten opgedaan of verergerd gedurende den dienst of door den dienst, hebben recht op een levenslang pensioen, op voorwaarde dat het huwelijk plaats heeft gehad vóór de kwetsuur, het uitbreken of de verergering der ziekte.

Deze beperking is niet toepasselijk op de vrouwen die eenen oorlogsverminkte aangetast door eene invaliditeit gelijk, of hooger dan 60 %, gehuwd hebben. Zij zullen op het pensioen recht hebben voor zoover het huwelijk werd voltrokken binnen de twee jaar na het pensioen van hunnen echtgenoot of na het staken der vijandelijkheden, en dat het huwelijk ten minste één jaar geduurd heeft of door het toevallig afsterven van den echtgenoot werd onderbroken.

ART. 14.

De rechtvaardiging der oorzaken, van den aard en der gevolgen van de kwet-

dies, sera établie dans les formes prescrites dans un arrêté royal.

ART. 15.

Toutes les blessures constatées et toutes les maladies contractées ou aggravées pendant la période où le militaire a été mobilisé au cours de la guerre sont réputées, sauf preuve contraire, provenir des fatigues, dangers ou accidents du service si le militaire est décédé dans le délai d'un an à partir du renvoi définitif dans ses foyers.

La même présomption s'applique aux militaires décédés plus d'un an après leur rentrée dans leurs foyers si leur décès se produit avant la promulgation de la présente loi ou dans les trois mois qui suivront cette promulgation.

En vue de réserver tous droits éventuels, le militaire qui ne se considérerait pas comme guéri des blessures reçues ou des maladies contractées durant le service et par le fait du service, aurait à faire constater chaque année son état dans les conditions qui seront déterminées dans un arrêté royal.

ART. 16.

Lorsque le défunt laisse des enfants mineurs issus d'un mariage antérieur, le principal de la pension à laquelle aurait droit la veuve, se partage également entre les deux lits.

Une des parts est attribuée aux enfants du premier lit, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 21 ans; l'autre est attribuée à la veuve, et, à son

suren en der ziekten, dient opgemaakt volgens de in een koninklijk besluit bepaalde vormen.

ART. 15.

Al de bevonden kwetsuren en al de ziekten opgedaan of verergerd gedurende den termijn waaronder de militair in den loop van den oorlog gemobiliseerd is geweest, aanzien, behoudens tegenovergesteld bewijs, als voortkomende uit de vermoedinissen, gevaren of ongevallen van den dienst, indien de militair overleden is binnen het tijdsverloop van één jaar, van af den datum waarop hij voorgoed huiswaarts werd gezonden.

Hetzelfde vermoeden is toepasselijk op de militairen overleden meer dan één jaar na hunnen terugkeer in hunne haardstede, indien het overlijden zich vóór de afkondiging van onderhavige wet of binnen de drie op deze afkondiging volgende maanden voordoet.

Ten einde alle gebeurlijke rechten voor te behouden, zou de militair, die zich niet zou beschouwen als hersteld van de ontvangen kwetsuren of van de gedurende den dienst en door den dienst opgedane ziekten, ieder jaar zijnen toestand hoeven doen vast te stellen, op de wijze die in een koninklijk besluit zal worden bepaald.

ART. 16.

Wanneer de overledene minderjarige uit een vroeger huwelijk gesproten kinderen achterlaat, wordt het principaal van het pensioen waarop de weduwe zou recht hebben, op gelijke wijze tusschen de twee bedden verdeeld.

Eén der deelen wordt toegeschreven aan de kinderen van het eerste bed, totdat het jongste den leeftijd van 21 jaar bereikt; het andere wordt toegekend aan

défunt, aux enfants issus de son mariage avec le défunt. Du vivant de la veuve, cette seconde part est majorée, s'il est nécessaire, de manière qu'elle ne soit pas inférieure à la pension fixée pour la veuve du soldat.

Lorsque le droit à la pension s'éteint dans une des branches, sa part est ajoutée à celle de l'autre, si celle-ci est encore en possession de droits à pension.

En cas de pluralité de mariages antérieurs, le partage de la pension s'effectue d'après les mêmes règles.

ART. 17.

En cas de séparation de corps prononcée à la requête du mari, la veuve d'un militaire ne peut prétendre à aucune pension. Dans ce cas et dans celui du divorce, les enfants, s'il y en a, seront considérés comme orphelins.

Il en sera de même lorsque la femme aura été déchue de la puissance paternelle.

ART. 18.

Si la veuve contracte un nouveau mariage, elle peut, à l'expiration de l'année qui le suit et dans les conditions fixées dans l'arrêté-royal, renoncer à sa pension. Dans ce cas, elle a droit au versement immédiat d'un capital représentant trois annuités de cette pension et celle-ci est en outre, si le défunt a laissé des enfants mineurs, transférée sur leur tête jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux.

Si la veuve qui se remarie, a déclaré vouloir conserver sa pension et qu'elle

de weduwe en, bij gebreke, aan de uit haar huwelijk met den overledene gesproten kinderen. Tijdens het leven der weduwe, wordt dit tweede deel verhoogd, indien het noodig is, op zulke wijze dat het niet onder het voor de weduwe van den soldaat vastgesteld pensioen daalt.

Wanneer het recht op het pensioen in een der takken verdwijnt, wordt het deel bij het andere gevoegd, indien dit nog in bezit is van rechten op een pensioen.

In geval van meervuldige vroegere huwelijken, geschiedt de verdeling van het pensioen volgens dezelfde regelen.

ART. 17.

In geval van scheiding bij lijve uitgesproken op verzoek van den echtgenoot, kan de weduwe van een militair op geen enkel pensioen aanspraak maken. In dit geval en in dit van echtscheiding, zullen de kinderen, indien er zijn, als weezen beschouwd worden.

Hetzelfde geldt wanneer de vrouw van hare ouderlijke macht zal vervallen verklaard zijn.

ART. 18.

Indien de weduwe een nieuw huwelijk aangaat, mag zij, bij verloop van het jaar dat er opvolgt, en in de in het koninklijk besluit bepaalde gevallen, aan haar pensioen verzaken. In dit geval, heeft zij recht op de onmiddellijke storting van een kapitaal ten beloope van drie annuïteiten, en indien de overledene minderjarige kinderen heeft achtergelaten, wordt dit pensioen, bovendien, overgedragen op hun hoofd, tot de meerderjarigheid van het laatste onder hen.

Indien de weduwe, die hertrouwt, verklaard heeft haar pensioen te willen

a des enfants mineurs issus de son mariage avec le décédé, la jouissance de la moitié de la pension est déléguée à ces enfants jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux. La jouissance des majorations leur appartient.

ART. 19.

Les orphelins ont droit, tous ensemble, à une pension annuelle égale au montant de la pension que leur mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir.

Cette pension est payée en entier jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 21 ans accomplis. Mais au fur et à mesure que les aînés atteignent cet âge, leur part est reversée sur les mineurs.

ART. 20.

Les orphelins atteints d'une infirmité incurable, les mettant dans l'incapacité de pourvoir à leur subsistance, conservent même après leur majorité, le bénéfice de la disposition qui précède.

Droits des épouses et des enfants mineurs des militaires disparus.

ART. 21.

La pension et les majorations de pension accordées dans les conditions déterminées par la présente loi à la veuve et aux enfants mineurs du militaire décédé, sont également allouées à la femme et aux enfants du militaire signalé au cours de la guerre comme disparu depuis six mois au moins et porté comme tel sur les listes officielles dressées par le Ministre de la Guerre.

behouden, en zij minderjarige uit het huwelijk met den overledene gesproten kinderen heeft, gaat het genot van de helft van het pensioen over op deze kinderen tot de meerderjarigheid van het laatste hunner. Het genot der verhoogingen komt hun toe.

ART. 19.

De weezen hebben recht, allen bijeen, aan een jaarlijksch pensioen, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hunne moeder bekomen heeft of het recht zou hebben gehad te bekomen.

Dit pensioen wordt ten volle betaald totdat de jongste hunner den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt heeft. Maar, naargelang de oudsten dezen ouderdom bereiken gaat hun deel op de minderjarigen over.

ART. 20.

De weezen aangetast door een ongeenesbaar lichaamsgebrek, waarbij zij in de onmogelijkheid verkeerden in hun onderhoud te voorzien, behouden zelfs na hunne meerderjarigheid, het voordeel van voorgaande beschikking.

Rechten der echtgenooten en der minderjarige kinderen van de vermiste militairen.

ART. 21.

Het pensioen en de pensioensverhoogingen toegestaan onder de bij onderhavige wet, vastgestelde voorwaarden, aan de weduwe en aan de minderjarige kinderen van den overleden militair worden insgelijks toegekend aan de echtgenooten en aan de kinderen van den militair in den loop van den oorlog aangeschreven als sedert ten minste zes maanden vermist, en als dusdanig in de door het Ministerie van Oorlog opgemaakte officiële lijsten aangeteekend.

Cette pension concédée à titre provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est établi officiellement ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

Elle prend fin à l'expiration du trimestre pendant lequel l'existence du disparu est devenue certaine.

Droits des ascendants.

ART. 22.

A défaut des ayants-droit désignés aux articles précédents, les père et mère du militaire décédé ou disparu dans les conditions ouvrant à la veuve des droits à la pension, recevront une allocation s'ils justifient :

1° Qu'ils sont de nationalité belge, à moins qu'il ne s'agisse d'une mère résidant en Belgique ayant perdu, antérieurement à la mort de son fils, sa qualité de Belge, par suite de son mariage avec un sujet d'une nation neutre ou alliée, père de son fils décédé.

2° Qu'ils ne disposent pas d'un revenu supérieur à 5,000 francs.

ART. 23.

A défaut du père et de la mère, l'allocation sera accordée aux grands parents dans les conditions déterminées à l'article 22. Toutefois, si le militaire a des frères et sœurs âgés de moins de 16 ans accomplis ou incapables par suite d'infirmités de subvenir à leurs besoins, l'allocation est accordée exclu-

Dit voorloopig toegestaan pensioen wordt in een definitief pensioen omgezet wanneer het overlijden officieel blijkt, of wanneer de afwezigheid verklaard is geworden bij vonnis met kracht van gewijsde.

Het houdt op bij 't verstrijken van het trimester waaronder het bestaan van den vermiste zeker geworden is.

Rechten der verwanten in opgaande lijn.

ART. 22.

Bij gebreke aan de bij hoogerstaande artikelen opgegeven rechthebbenden, zullen de vader en de moeder van den militair overleden of vermist in de omstandigheden die aan de weduwe rechten op een pensioen verleenen, eene tegemoetkoming ontvangen, indien zij doen blijken :

1° Dat zij van Belgische nationaliteit zijn, tenzij er sprake weze van eene in België gevestigde moeder die, vóór de dood van haren zoon, hare hoedanigheid van Belg zou verloren hebben ten gevolge van haar huwelijk met een onderdaan van eene onzijdige of geallieerde natie, vader van haar overleden zoon;

2° Dat zij over niet meer dan 5,000 frank inkomen beschikken.

ART. 23.

Bij ontstentenis van den vader of de moeder, zal de tegemoetkoming worden verleend aan de grootouders in de voorwaarden bepaald bij artikel 22. Echter, zoo de militair broeders en zusters heeft beneden den vollen leeftijd van 16 jaar of onbekwaam, uit hoofde van lichaamsgebreken, in hunne behoef-

sivement à ces derniers et payée aux personnes qui en ont la charge.

Chaque grand parent ou chaque couple de grands parents ne pourra recevoir qu'une seule allocation. Les frères et sœurs recevront, ensemble, une allocation égale à celle qui serait réservée à la grand'mère veuve.

ART. 24.

L'allocation est accordée pour trois ans et est renouvelable d'office pour des périodes de même durée si les circonstances qui l'ont fait octroyer, ne se sont pas modifiées.

Pour les droits existants au moment de la promulgation de la présente loi, l'allocation prend cours à partir de cette promulgation.

ART. 25.

Les enfants naturels reconnus ont droit à la pension.

Pour avoir droit au bénéfice des dispositions qui précèdent, il faut que les enfants naturels aient été conçus avant le fait qui donne ouverture à la pension et qu'ils aient été reconnus dans les deux mois de leur naissance.

Toutefois, en ce qui concerne les enfants naturels nés avant le . . . (1) il suffit que la reconnaissance ait eu lieu antérieurement au . . . (2).

(1) Date du dépôt du projet.

(2) Date du dépôt du projet prorogée de deux mois.

ten te voorzien, dan zal de vergoeding uitsluitend aan deze laatsten verleend, en aan de personen die er den last van hebben, betaald worden.

Ieder grootouder of elk paar grootouders zal slechts een enkele vergoeding kunnen ontvangen. De broeders en zusters zullen te samen eene tegemoetkoming ontvangen gelijk aan die welke aan de grootmoeder weduwe zou worden verleend.

ART. 24.

De tegemoetkoming wordt voor drie jaar verleend en kan van ambtswege voor termijnen van denzelfden duur worden verleend, zoo de omstandigheden die hare toekenning wettigden, niet veranderd zijn.

Voor de op het oogenblik der afkondiging van onderhavige wet bestaande rechten begint de tegemoetkoming te loopen met ingang van deze afkondiging.

ART. 25.

De erkende onwettige kinderen hebben recht op het pensioen.

Om op het voordeel van hoogervermelde beschikkingen recht te hebben, moeten de onwettige kinderen verwekt vóór het feit dat op het pensioen recht geeft, en erkend zijn geworden binnen de twee maanden na hunne geboorte.

Voor wat, echter, betreft de onwettige kinderen geboren vóór den . . . (1) volstaat het dat de erkenning vóór den . . . (2) hebbe plaats gevonden.

(1) Datum van het indienen van het ontwerp.

(2) Datum van het indienen van het ontwerp, met twee maanden verlengd.

En cas de reconnaissance judiciaire, il faut que la conception soit antérieure au fait qui donne ouverture à la pension.

Autres ayants-droit à la pension.

ART. 26.

Les droits des ascendants du premier degré sont ouverts à toute personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu l'enfant orphelin ou abandonné et avoir remplacé ses parents auprès de lui jusqu'à son appel sous les drapeaux.

Dans le cas d'abandon, les ascendants sont eux-mêmes déchus de leurs droits à l'allocation,

TITRE IV.

FIXATION DES PENSIONS

PREMIÈRE SECTION.

Pensions pour ancienneté de service.

ART. 27.

Le taux des pensions mentionnées au titre I de la présente loi est réglé, pour chacun des grades de l'armée et sans distinction d'arme ou de service, proportionnellement au nombre d'années de service, ainsi qu'il est fixé au tarif de la loi du 25 mai 1912 pour les officiers, et au tarif modifié de la loi du 24 mai 1912 pour les militaires de rang subalterne. Ces tarifs figurent au tableau I annexé à la présente loi.

Toutefois les pensions ainsi calculées seront majorées selon le taux fixé ci-après pour les militaires qui ont participé à la campagne, au cours de la

In geval van gerechtelijke erkenning moet de verwekking onder zijn dan het feit dat op het pensioen recht geeft.

Andere rechthebbenden op het pensioen.

ART. 26.

De rechten van de verwanten in opgaande linie van den eersten graad gaan over op ieder persoon die bewijst het weeskind of verlaten kind te hebben opgenomen, opgevoed en onderhouden, en zijne ouders te hebben vervangen tot het oogenblik van zijne oproeping onder de wapens.

In geval van verlating, verbeuren de verwanten in opgaande linie zelve hunne rechten op de tegemoetkoming.

TITEL IV.

VASTSTELLING DER PENSIOENEN.

EERSTE AFDEELING.

Pensioenen wegens dienstouderdom.

ART. 27.

Het bedrag der pensioenen vermeld in Titel I van onderhavige wet wordt geregeld, voor elken graad van het leger en zonder onderscheid van wapen of dienst, in verhouding tot het getal dienstjaren, zooals bepaald wordt in den maatstaf van de wet van 25 Mei 1912 voor de officieren, en in den gewijzigden maatstaf der wet van 24 Mei 1912 voor de militairen van lageren rang. Deze maatstaven komen voor in de bij onderhavige wet gevoegde Tabel I.

De aldus berekende pensioenen zullen echter, verhoogd worden volgens den verder vastgestelden maatstaf voor de militairen die den veldtocht hebben

période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 :

De 100 % pour les soldats;
De 85 % pour les caporaux;
De 75 % pour les sous-officiers;
De 50 % pour les officiers subalternes;
De 40 % pour les officiers supérieurs;
De 32 % pour les officiers généraux.

D'autre part, les pensions telles qu'elles sont déterminées ci-dessus, seront réduites :

1° D'un cinquième pour les militaires visés au 1^{er} de l'article 3, qui comptent de vingt à trente années de service effectif, et pour les militaires visés au 6° de l'article 2;

2° De deux cinquièmes pour les militaires visés au 5° de l'article 2, pour ceux visés au 5° de l'article 3, et pour ceux qui sont visés au 1^{er} de l'article 3 et qui comptent de dix à vingt années de service effectif.

En outre, les pensions qui se rapportent à des militaires démissionnés ou congédiés, et qui ont repris du service pendant la guerre, seront réglées conformément aux dispositions de l'article 45.

ART. 28.

La pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire; si néanmoins il demande sa retraite avant d'avoir au moins un an d'activité dans ce grade, la pension se règle sur le grade immédiatement inférieur.

ART. 29.

Le taux des pensions pour ancienneté de service conférées aux sous-offi-

medegemaakt tusschen den 1 Augustus 1914 en den 11 November 1918 :

Met 100 % voor de soldaten;
Met 85 % voor de korporaa's;
Met 75 % voor de onderofficieren;
Met 50 % voor de lagere officieren;
Met 40 % voor de hogere officieren;
Met 32 % voor de opperofficieren.

Daarentegen zal van de aldus bepaalde pensioenen worden afgetrokken.

1° Een vijfde voor de militairen bedoeld bij het 1^o van artikel 3, die twintig tot dertig jaren werkelijken dienst hebben en voor de militairen bedoeld bij het 6° van artikel 2;

2° Twee vijfden voor de militairen bedoeld bij het 5° van artikel 2, voor diegenen bedoeld bij het 5° van artikel 3 en voor diegenen bedoeld bij het 1^o van artikel 3 en die 10 tot 20 jaren werkelijken dienst hebben.

Bovendien worden de pensioenen betreffende de afgetreden of ontslagen militairen, die tijdens den oorlog opnieuw hebben dienstgenomen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 45 geregeld.

ART. 28.

Het pensioen wegens dienstouderdom wordt geregeld naar den graad waarmee de militair bekleed is; indien hij, evenwel zijn ontslag aanvraagt alvorens ten minste één jaar werkelijken dienst in dien graad, te hebben gehad, zal het pensioen geregeld worden op grondslag van den onmiddellijk lagere graad.

ART. 29.

Het bedrag der aan de officieren en brigadiers der gendarmerie alsmede aan

ciers et brigadiers de la gendarmerie, ainsi qu'aux gendarmes, est calculé suivant les dispositions de la présente loi et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie, ce taux est majoré de 15 francs pour les adjoints sous-officiers et les premiers maréchaux des logis chefs, de 10 francs pour les maréchaux des logis chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis fourriers.

DEUXIÈME SECTION.

Pensions pour invalidité.

ART. 30.

Les pensions définitives ou provisoires accordées aux militaires pour les causes prévues à l'article 7 sont réglées conformément au tarif II annexé à la présente loi. Les pensions réduites prévues à l'article 12 sont réglées conformément au même tarif, mais avec réduction de 50 %.

Toutefois, en ce qui concerne les militaires qui étaient en service avant l'armistice, si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, le tarif du tableau II sera majoré de 50 % pour les pensions prévues à l'article 7 : il sera diminué seulement du cinquième s'il s'agit des pensions réduites prévues à l'article 12.

ART. 31.

Dans les cas d'infirmités multiples dont aucune n'entraîne l'invalidité absolue, le taux d'invalidité est attribué intégralement pour l'infirmité la plus

de gendarmen toegekend pensioen wegens dienstouderdom, wordt berekend volgens de beschikkingen van onderhavige wet, en dit bedrag wordt buitendien, voor elken vollen termijn van één jaar werkelijken dienst bij het korps gendarmerie, verhoogd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficiers en de eerste-opperwachtmeesters, met 10 frank voor de opperwachtmeesters en met 5 frank voor de eerste-wachtmeesters en de wachtmeesters-fourriers.

TWEEDE SECTIE.

Pensioenen wegens invaliditeit.

ART. 30.

De wegens bij artikel 7 voorziene redenen aan de militairen toegekende definitieve of voorloopige pensioenen worden geregeld overeenkomstig het bij onderhavige wet gevoegde tarief II. De bij artikel 12 voorziene verminderde pensioenen worden overeenkomstig hetzelfde tarief, doch met 50 % vermindering, geregeld.

Voor wat echter de militairen betreft die vóór den wapenstilstand onder dienst waren zal, indien de invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30 September 1919 niet inbegrepen, het tarief van tabel II voor de bij artikel 7 voorziene pensioenen met 50 % verhoogd worden, het zal slechts met één vijfde worden verminderd wanneer het de bij artikel 12 voorziene verminderde pensioenen geldt.

ART. 31.

In de gevallen van veelvuldige lichaamsgebreken, waarvan geene enkele tot volstrekte invaliditeit aanleiding geeft, wordt het invaliditeitsbedrag al-

grave, et, pour chacune des infirmités supplémentaires, il est proportionnel à la validité restante.

A cet effet, les dites infirmités sont rangées dans l'ordre décroissant du taux d'invalidité.

Toutefois, quand l'infirmité principale entraîne l'invalidité d'au moins 20 %, les degrés d'invalidité de chacune des infirmités supplémentaires sont élevés d'une, de deux ou de trois catégories, soit de 5, 10, 15 %, et ainsi de suite suivant qu'elles occupent les deux, trois, quatrième rang dans la série décroissante de leur gravité.

ART. 32.

Dans les cas d'infirmités multiples dont l'une entraîne l'invalidité absolue, il est accordé, en sus de l'indemnité maximum correspondant à 100 % d'invalidité, un supplément d'indemnité variant de 150 à 1,500 francs, par multiples de 150 francs, pour tenir compte des infirmités supplémentaires évaluées suivant une échelle de 1 à 10.

Les mesures d'exécution et d'application relatives à la classification des infirmités, à l'évaluation du degré d'invalidité qu'elles entraînent d'après leur gravité, sont réglées par arrêté royal.

Une indemnité spéciale de 500 à 1,500 francs peut être allouée aux mutilés qui, par leur infirmité, sont incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

geheel toegekend voor het zwaarste lichaamsgebrek en, voor elke der bijkomende gebreken staat het in verhouding tot de overblijvende validiteit.

Daartoe worden die lichaamsgebreken gerangschikt in de afdalende orde van den invaliditeitsrooster.

Wanneer, echter, het voornaamste gebrek ten minste tot 20 % invaliditeit aanleiding geeft, worden de invaliditeitsgraden van ieder der bijkomende lichaamsgebreken met eene, twee of drie categorieën, zegge met 5, 10, 15 % en zoo voort, verhoogd, naargelang dat zij den tweeden, derden of vierden rang in de afdalende reeks hunner ernstigheid bekleeden.

ART. 32.

In de gevallen van veelvuldige lichaamsgebreken, waarvan één tot volle invaliditeit aanleiding geeft, wordt er boven de hoogste vergoeding, die tegenover 100 % invaliditeit staat, eene aanvullende vergoeding van 150 tot 1,500 frank toegestaan, bij veelvouden van 150 frank, om rekening te houden met de bijkomende lichaamsgebreken die geschat worden volgens eene schaal van 1 tot 10.

De uitvoerings- en toepassingsmaatregelen aangaande de rangschikking der lichaamsgebreken, het schatten van den invaliditeitsgraad waartoe zij naargelang hunner ernstigheid aanleiding geven, worden bij koninklijk besluit geregeld.

Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 1,500 frank kan den verminkten worden toegestaan, die uit hoofde hunner lichaamsgebreken onbekwaam zijn zich te bewegen, alleen te gaan of de noodzakelijke levensverrichtingen te vervullen, en er toe genoodzaakt zijn op gestadige wijze de zorgen van een derden persoon in te roepen.

ART. 33.

En sus de la pension définitive ou provisoire, accordée en vertu de l'article 30, il est accordé pour chaque enfant légitime et pour chaque enfant naturel reconnu dans les conditions indiquées à l'article 25, des majorations annuelles variant de 30 à 300 francs, suivant le degré d'invalidité.

Ces majorations sont allouées jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans.

ART. 34.

La pension pour cause de blessures et d'infirmités se règle toujours sur le grade dont le militaire est titulaire.

TROISIÈME SECTION.

Fixation des pensions des veuves et des orphelins, des épouses et des enfants des militaires disparus et des enfants naturels reconnus.

Allocation des ascendants et autres ayants droit.

ART. 35.

La pension des veuves des militaires tués en service ou morts à la suite de blessures reçues ou d'accidents éprouvés durant le service et par le fait du service, est réglée conformément à la deuxième colonne du tableau III joint à la présente loi.

La pension des veuves des militaires morts des suites de maladies contractées ou aggravées par le fait du service, est réglée conformément à la troisième colonne de ce tableau.

Lorsque le militaire est décédé des suites de blessures reçues, d'accidents

ART. 33.

Boven het krachtens artikel 30 toegestane definitief of voorloopig pensioen, worden er voor ieder wettig en voor ieder erkend onwettig kind, onder de bij artikel 25 aangeduide voorwaarden, jaarlijksche verhoogingen toegekend, gaande van 30 tot 300 frank, volgens den invaliditeitsgraad.

Die verhoogingen worden verleend totdat het kind den ouderdom van 18 jaar bereikt hebbe.

ART. 34.

Het pensioen wegens kwetsuren en lichaamsgebreken wordt altijd geregeld op grondslag van den graad waarmede de militair bekleed is.

DERDE SECTIE.

Vaststellingen van de pensioenen der weduwen en weezen, der echtgenooten en der kinderen van de vermiste militairen en der erkende onwettige kinderen.

Vaststelling der bloedverwanten in de opgaande lijn en andere rechthabbers.

ART. 35.

Het pensioen der weduwen van militairen die op dienst gedood werden of overleden tengevolge van binst en door den dienst opgedane kwetsuren of overkomen ongevallen wordt geregeld overeenkomstig de tweede kolom van de bij onderhavige wet gevoegde tabel III.

Het pensioen der weduwen van de militairen overleden tengevolge van door den dienst opgedane of verergerde ziekten wordt geregeld overeenkomstig de derde kolom dier tabel.

Wanneer de militair overleden is aan de gevolgen van ontvangen kwetsuren,

éprouvés, ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus. la pension de la veuve est réglée conformément à la deuxième colonne de ce tableau, avec majoration de 50 %. La pension de l'épouse du militaire disparu avant le 12 novembre 1918, est réglée de la même façon.

ART. 36.

La pension de la veuve et de l'épouse du militaire disparu est majorée de 300 francs pour chaque enfant de moins de 18 ans.

ART. 37.

Les orphelins bénéficient de la majoration mentionnée à l'article précédent, à partir du deuxième enfant âgé de moins de 18 ans.

ART. 38.

Les allocations mentionnées à l'article 22 sont fixées comme suit :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le père et la mère conjointement . . . fr.	800	500
Pour le père . . .	400	300
Pour la mère veuve, divorcée ou non mariée .	800	500
Pour la mère veuve, remariée ou qui a con- tracté mariage depuis le décès du militaire . . .	400	300

Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou

van overkomen ongevallen of van opgedane of verergerde ziekten tijdens den dienst en door den dienst, sedert den 1 Augustus 1914 tot den 29 September 1919 inbegrepen, wordt het pensioen der weduwe geregeld overeenkomstig de tweede kolom dezer tabel met verhooging van 50 %. Het pensioen der echtgenoot van den voor 12 November 1918 vermisten militair, wordt op dezelfde wijze geregeld.

ART. 36.

Het pensioen der weduwe en der echtgenoot van den vermisten militair wordt verhoogd met 300 frank voor ieder kind beneden 18 jaar.

ART. 37.

De weezen genieten de bij vorig artikel vermelde verhooging, te beginnen met het tweede kind beneden 18 jaar.

ART. 38.

De bij artikel 22 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den vader en de moeder gemeenschap- pelijk fr.	800	500
Voor den vader . . .	400	300
Voor de moeder, we- duwe uit den echt geschei- den of ongehuwde . . .	800	500
Voor de moeder we- duwe, hertrouwde of sedert het afsterven van den militair in den echt getreden	400	300

Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van

de maladies contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

Si le père ou la mère ont perdu plusieurs enfants des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées sous les drapeaux, l'allocation sera augmentée de 300 francs pour chaque enfant décédé à partir du deuxième inclusivement.

ART. 39.

Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit, dans chaque ligne :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand-père et la grand-mère conjointement fr.	600	400
Pour la grand-mère veuve	600	400
Pour le grand-père ou la grand-mère remarié . .	300	200

Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

ART. 40.

La pension des enfants naturels reconnus est fixée conformément à l'article 19, s'il n'y a ni veuve, ni enfant légitime.

S'il y a une veuve ou des enfants légitimes, la pension des enfants naturels se calcule dans l'ensemble, comme celle qui serait allouée en vertu de l'article 16.

ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde kwetsuren die dagteekenen tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 29^{en} September 1919 inbegrepen.

Indien de vader of de moeder verscheidene kinderen verloren hebben aan de gevolgen van onder de vaandels ontvangen ziekten, zal de tegemoetkoming verhoogd worden met 300 frank voor ieder overleden kind te beginnen van het tweede inbegrepen.

ART. 39.

De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt, in elke lijn.

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder gemeenschappelijk . . fr.	600	400
Voor de grootmoeder weduwe	600	400
Voor de grootvader of de grootmoeder hertrouwd	300	200

Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde ziekten die dagteekenen tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 29^{en} September 1919 inbegrepen.

ART. 40.

Het pensioen der erkende onwettige kinderen wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 19, indien er noch weduwe noch wettige kinderen zijn.

Indien er eene weduwe of wettige kinderen bestaan wordt het pensioen der onwettige kinderen berekend over het geheel, zooals het pensioen dat krachtens artikel 16 zou verleend worden.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 41.

Un arrêté royal spécifiera les catégories de personnes attachées à l'armée ou à des services de l'armée auxquelles la présente loi est applicable et mentionnera le grade dans lequel ces personnes seront, par correspondance, considérées au point de vue de la pension.

ART. 42.

La pension pour ancienneté de service peut s'ajouter au principal de la pension d'invalidité sans toutefois que le total de la pension d'ancienneté et du principal de la pension d'invalidité puisse dépasser :

1° les quatre cinquièmes du maximum du traitement pour les officiers supérieurs ou généraux;

2° les cinq sixièmes du maximum du traitement pour les capitaines commandants, les capitaines en second et les lieutenants;

3° pour le sous-lieutenant, les neuf dixièmes du maximum fixé pour le lieutenant;

4° pour les militaires non-officiers, les huit dixièmes de ce maximum.

ART. 43.

Toute décision portant rejet de pension temporaire ou définitive devra être motivée et préciser les faits et documents sur lesquels la décision s'étaye.

TITEL V.

ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.

ART. 41.

Een Koninklijk besluit zal de categorieën der personen die aan het leger of aan diensten van het leger gehecht zijn en op welke onderhavige wet toepasselijk is, vaststellen en den graad aanduiden waarin die personen bij overeenstemming zullen in aanmerking komen ten opzichte van 't pensioen.

ART. 42.

Het pensioen wegens dienstouderdom mag bij de hoofdsom van het invaliditeitspensioen gevoegd worden zonder dat nochtans het dienstouderdomspensioen met het invaliditeitspensioen samen mogen overtreffen :

1° De drie vierden van het maximum der wedde voor de hoofd- en opperofficieren;

2° De vijf zesden van het maximum der wedde voor de kapiteins-commandanten, de tweede-kapiteins en luitenants;

3° Voor de onderluitenants de $\frac{9}{10}$ van het maximum vastgesteld voor de luitenants;

4° Voor de militairen die geen officier zijn de $\frac{8}{10}$ van dit maximum.

ART. 43.

Elke beslissing houdende verwerping van verloopig of definitief pensioen zal dienen met redenen omkleed, en nauwkeurig de feiten en bescheiden vermelden waarop de beslissing steunt.

ART. 44.

La pension ou les droits à la pension, en ce qui concerne les militaires qui ont repris du service, feront l'objet d'une revision.

ART. 45.

Pour les militaires retraités, la revision s'établira en ajoutant à la pension primitive le nombre d'annuités correspondant à la durée des services nouveaux, avec le bénéfice des années de campagne. Ces annuités seront celles fixées par les tarifs des lois du 24 et du 25 mai 1912, éventuellement majorées dans les conditions prévues à l'article 27 et afférentes au dernier grade dont les intéressés étaient titulaires, sans préjudice des prescriptions de l'article 28, mais ne seront pas majorées de l'accroissement attribué au temps d'activité dans le grade.

Pour les militaires démissionnés, la pension sera liquidée d'après les dispositions de la présente loi, en ce qui concerne les services accomplis depuis le 1^{er} août 1914, d'après les dispositions antérieures et sur le grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission, pour les services accomplis avant le 1^{er} août 1914. Le bénéfice prévu à l'article 57 ne sera accordé qu'en raison du dernier grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission.

ART. 46.

Les officiers commissionnés et les officiers assimilés à un grade sont

ART. 44.

Het pensioen of de rechten op pensioen zullen, voor wat de militairen betreft die dienst hernamen, het voorwerp eener herziening uitmaken.

ART. 45.

Voor de gepensionneerde militairen zal de herziening derwijze gebeuren dat het oorspronkelijk pensioen zal vermeerderd worden met aantal annuïteiten die met den duur der nieuwe diensten overeenstemmen, met daarbij het voordeel der jaren veldtocht. Deze annuïteiten zullen deze zijn vastgesteld bij de tarieven der wetten van 24 en 25 Mei 1912, in gebeurlijk geval verhoogd in de gevallen voorzien bij artikel 27, en betrekking hebbende op den jongsten graad dien de belanghebbenden hebben bekleed, onverminderd de voorschriften van artikel 28, doch zullen niet verhoogd worden met de vermeerdering verbonden aan den in den graad doorgebrachten werkelijken dienst.

Voor de afgetreden militairen zal het pensioen vereffend worden volgens de beschikkingen van onderhavige wet, voor wat de diensten betreft welke sedert den 1^{er} Augustus 1914 werden vervuld, volgens de vroegere beschikkingen en op grondslag van den graad welken de belanghebbende bekleedde op het oogenblik zijner aftreding, voor de diensten vervuld vóór den 1^{er} Augustus 1914.

Het bij artikel 57 voorziene voordeel zal maar verleend worden met inachtneming van den laatsten graad van den belanghebbende op 't oogenblik van zijn aftreden.

ART. 46.

De aangestelde officieren en de met eenen graad gelijkgestelde officieren

traités, en ce qui concerne les droits à la pension d'invalidité, comme les autres officiers de même grade des cadres actifs ou de réserve.

ART. 47.

Les veuves, les orphelins et les dépendants des officiers commissionnés et des officiers assimilés à un grade sont traités, au point de vue des droits à une pension ou à des allocations, comme les veuves, les orphelins et les dépendants des officiers de même grade des cadres actifs et de réserve.

ART. 48.

Lorsqu'un militaire sera tué à l'ennemi après avoir fait l'objet d'une proposition à un grade supérieur, la pension des ayants droit sera liquidée sur ce grade, même si la nomination n'est intervenue que postérieurement au décès.

Le même bénéfice sera étendu aux ayants droit des officiers commissionnés prévus à l'article 55 de la présente loi qui auront été tués ou seront décédés dans l'exercice de l'emploi afférent à un grade supérieur.

ART. 49.

Les agents de l'État qui, dans l'accomplissement du service militaire au cours de la guerre, auront été atteints de blessures ou infirmités donnant droit à la pension, pourront opter entre le régime des pensions militaires et celui des pensions civiles, avec éventuellement le bénéfice du taux alloué aux blessures

worden behandeld, voor wat de rechten op het invaliditeitspensioen betreft, op dezelfde manier als de andere officieren van denzelfden graad der werkdadige- of reserve-kaders.

ART. 47.

De weduwen, de weezen en zij die afhangen van de aangestelde officieren en van de met eenen graad gelijkgestelde officieren, worden behandeld, ten opzichte der rechten op pensioen of op tegemoetkomingen, zooals de weduwen, de weezen en zij die afhangen van de officieren van denzelfden graad der werkdadige- en reserve-kaders.

ART. 48.

Wanneer een militair vóór den vijand sneuvelt na tot een hooger en graad voorgedragen te zijn geweest, zal het pensioen der rechthebbenden vereffend worden op grondslag van dien graad, zelfs wanneer de benoeming slechts na den dood heeft plaats gevonden. Hetzelfde voordeel zal bij uitbreiding verleend worden aan de rechthebbenden der aangestelde officieren voorzien bij artikel 55 van onderhavige wet, die zullen gesneuveld of overleden zijn onder 't uitoefenen der aan een hooger en graad verbonden betrekking.

ART. 49.

De Staatsagenten die in de uitoefening van den militairen dienst onder den oorlog door op pensioen recht verschaffende kwetsuren of lichaamsgebreken zullen getroffen geworden zijn, zullen mogen kiezen tussehen het stelsel der militaire pensioenen en dit der burgerlijke pensioenen met, in gebeur-

reçues ou accidents survenus dans l'exercice de leurs fonctions.

Un délai de cinq ans est accordé à ces agents pour passer d'un régime à l'autre en cas d'aggravation de ces blessures ou infirmités.

ART. 50.

Tout le temps du service des militaires aux armées mises sur le pied de guerre sera compté double dans le règlement de leurs années de service pour obtention de la pension pour ancienneté de service.

Il en sera de même pour le temps qu'ils auront été prisonniers de guerre ou internés à l'étranger.

ART. 51.

Le temps de service que les militaires auront accompli depuis le 1^{er} août 1914 et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front dans les conditions définies par la loi, sera compté double en sus de la durée effective.

ART. 52.

La supputation du bénéfice accordé par chacun des articles 50 et 51 ci-dessus, se fait en totalisant les périodes de service à faire valoir, la fraction de mois que comporte éventuellement le total étant comptée pour un mois.

Toutefois, en ce qui concerne le bénéfice accordé par l'article 50 pour la campagne de 1914-1918 et la campagne

lijk geval, het voordeel van het bedrag dat verleend wordt voor ontvangen kwetsuren of onder 't uitoefenen hunner betrekking overkomen ongevallen. Een uitstel van vijf jaar wordt aan deze agenten verleend om van het eene tot het andere stelsel over te gaan, in geval van verergering hunner kwetsuren of lichaamsgebreken.

ART. 50.

Gansch de diensttijd der militairen bij de ooorlogsvoet zijnde legers doorgebracht zal voor dubbel tellen in de regeling hunner dienstjaren voor het bekomen van een pensioen wegens dienstouderdom.

Hetzelfde zal gelden voor den tijd gedurende denwelken zij als krijgsgevangenen of geïnterneerden in den vreemde hebben doorgebracht.

ART. 51.

De diensttijd welken de militairen sedert den 1^o Augustus 1914 zullen volbracht hebben, en die hun onder de bij de wet bepaalde voorwaarden op het toekennen der frontchevrons recht verleen, zal boven den wezenlijken duur, voor dubbel worden gerekend.

ART. 52.

Het berekenen van het voordeel verleend bij elk der bovenstaande artikelen 50 en 51, geschiedt door samen-telling der te doen gelden diensttermijnen, waarbij de gebeurlijk in het totaal vervatte niet volle maand voor ééne maand in aanmerking komt.

Voor wat, echter, het voordeel betreft bij artikel 50 verleend voor den veldtocht van 1914-1918 en den veldtocht van

de 1870, si ce total comporte une fraction d'année, cette fraction sera acceptée pour une année entière.

ART. 53.

Le bénéfice des années supplémentaires mentionné à l'article 50 et à l'article 54 sera compté à tous les ayants-droit, quel que soit le nombre de leurs années de service.

En conséquence, le nombre d'années de service donnant droit au maximum de la pension, sera, s'il y a lieu, dépassé d'un nombre au plus égal à celui des années dont le bénéfice est prévu à l'alinéa précédent.

L'excédent ainsi déterminé, fera bénéficier le taux de cette pension de l'accroissement indiqué au tableau I majoré dans les conditions mentionnées à l'article 27.

ART. 54.

Le temps passé pendant la durée de la guerre soit en non-activité, soit en congé sans solde en attendant la mise à la retraite ou le licenciement par réforme pour infirmités du fait de la guerre, sera compté comme service effectif dans le règlement de la pension et fera bénéficier les intéressés des articles 50, 54 et 57.

ART. 55.

Est considéré comme temps d'activité dans le grade dont ils ont fait les fonctions, celui durant lequel les lieutenants-colonels et colonels ou ceux qui

1870 zal, indien het totaal een onderdeel van een jaar bedraagt, dit onderdeel als een vol jaar worden gerekend.

ART. 53.

Het bij artikel 50 en bij artikel 54 vermelde voordeel der bijkomende jaren zal al den rechthebbenden toegekend worden, welk ook het aantal hunner dienstjaren weze.

Diensvolgens zal, zoo noodig, het aantal dienstjaren, welke op het maximum van het pensioen recht verleen en, verhoogd worden met een getal jaren welk dit, waarvan het voordeel bij voorgaand lid voorzien is, niet te boven gaat.

Door het aldus bekomen overschot, zal het bedrag van dit pensioen aangroei en met de verhooging vermeld in Tabel I, vermeerderd onder de bij artikel 27 opgegeven voorwaarden.

ART. 54.

De tijd onder den oorlog doorgebracht, 'tzij in non-activiteit, 'tzij met verlof zonder soldij in afwachting der op pensioenstelling, of der afdanking wegens reforme uit oorzaak van door den oorlog opgedane lichaamsgebreken, zal bij het regelen van het pensioen als werkelijken dienst gerekend worden, waardoor de belanghebbenden het voordeel van artikelen 50, 54 en 57 zullen verkrijgen.

ART. 55.

Wordt beschouwd als werkelijken dienstdtijd in den graad waarvan zij de betrekking hebben waargenomen, deze gedurende denwelken de luitenant-kolo-

leur sont assimilés et les généraux-majors ont été commissionnés pour exercer un emploi afférent à un grade supérieur.

De même sera considéré comme temps d'activité dans le grade dont ils ont fait les fonctions, le temps pendant lequel les officiers d'un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel ou les officiers assimilés à ce grade ont été commissionnés pour exercer à l'armée de campagne, un emploi afférent au grade supérieur.

ART. 56

Les pensions des sous-officiers et soldats du corps de la gendarmerie seront réglées d'après les assimilations de grade suivantes :

- a) Les sous-officiers au grade d'adjudant;
- b) Les brigadiers au grade de sergent-major;
- c) Les gendarmes au grade de sergent.

ART. 57.

La pension de retraite pour ancienneté octroyée d'après la présente loi à tout officier, à tout fonctionnaire assimilé et à tout gradé, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les proportions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade :

nels en kolonels of de met hen gelijkgesteld en de generaal-majors aangesteld zijn geweest om de betrekking van een hooger grad uit te oefenen.

Zal eveneens beschouwd worden als werkelijken diensttijd in den grad waarvan zij de betrekking hebben waargenomen, de tijd gedurende denwelken de officieren beneden den grad van luitenant-kolonel of de met dien grad gelijkgestelde officieren aangesteld geweest zijn, om bij het veldleger eene betrekking van een hooger grad uit te oefenen.

ART. 56.

De pensioenen der onderofficieren en soldaten van het korps gendarmerie zullen geregeld worden met inachtneming der volgende gelijkstellingen met grad :

- a) De onderofficieren met den grad van adjudant;
- b) De brigadiers met den grad van sergèant-majoor;
- c) De gendarmen met den grad van sergeant.

ART. 57.

Het rustpensioen, wegens dienstoudheid, ingevolge onderhavige wet toegekend aan alle officieren, aan alle gelijkgestelde ambtenaar en aan alle gegradeerde, met uitzondering dezer van de met reformewedde geplaatste officieren, wordt in de volgende verhoudingen verhoogd wegens werkelijke dienstjaren in den grad :

CATEGORIES.	QUOTITÉ DE L'AUGMENTATION (pour cent du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade.									
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Officier général et colonel. . . .	8 "	12 "	16 "	20 "	"	"	"	"	"	
Lieutenant-colonel et major	5 "	7.5 "	10 "	12.5 "	15 "	17.5 "	20 "	"	"	
Officier subalterne et grades	4 "	6 "	8 "	10 "	12 "	14 "	16 "	18 "	20 "	

Les dispositions du tableau ci-dessus ne peuvent jamais avoir pour conséquence d'attribuer à un militaire d'un grade déterminé une pension inférieure à celle qu'il aurait obtenue s'il n'avait pas fait l'objet d'une promotion à ce grade. Dans ce cas c'est la pension du grade précédent qui sera octroyée; elle sera déterminée comme si la promotion n'avait pas eu lieu.

Le temps d'activité dans le grade donnant droit à l'augmentation de la pension prévue par l'article 53 est supputé, pour les capitaines commandants et assimilés à ce grade à partir du jour de leur nomination, commissionnement ou assimilation au grade de capitaine ou de capitaine en second, et pour les lieutenants et assimilés à ce grade à partir du jour de leur nomination,

RANG.	BEDRAG DER VERHOOGING (ten honderd van het beloop van het pensioen) verleend na het hieronder aangeduid aantal werkelijke diensjaren in den graad.									
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Opperofficieren ko- lonel	8 "	12 "	16 "	20 "	"	"	"	"	"	
Luitenant-kolonel en majoor . . .	5 "	7.5 "	10 "	12.5 "	15 "	17.5 "	20 "	"	"	
Lagere officier en gegradeerden . .	4 "	6 "	8 "	10 "	12 "	14 "	16 "	18 "	20 "	

De beschikkingen van bovenstaande tabel mogen nooit aanleiding geven tot het toekennen, aan een militair van een bepaalden graad van een lager pensioen dan hij zou verkregen hebben indien hij het voorwerp eener bevordering tot dien graad niet was geweest. In dit geval wordt het pensioen van den vorigen graad toegekend; het zal bepaald worden alsof de bevordering niet ware geschied.

De werkelijke diensttijd in den graad welke recht geeft op de bij artikel 53 voorziene verhooging van het pensioen wordt, voor de kapiteins-kommandanten en met dien graad gelijkgestellten berekend vanaf den dag hunner benoeming, aanstelling tot of gelijkstelling met den graad van kapitein of van tweede-kapitein en voor de luitenants en met dien graad gelijkgestellten, van af den dag

commissionnement ou assimilation au grade de sous-lieutenant.

ART. 58.

Les pensions afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II . fr.	100 »
Ordre de la Couronne .	150 »
Ordre de Léopold . .	200 »

La moitié du montant de ces pensions est réversible aux veuves et orphelins des militaires qui en étaient titulaires.

Ces pensions peuvent être cumulées.

ART. 59.

Les pensions et les indemnités tenant lieu de pension prescrites par l'arrêté-loi du 5 avril 1917, existantes au moment de la mise en vigueur de la présente loi, si elles ont été accordées à des militaires ayant pris part à la guerre, seront révisées conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus et prennent cours au point de départ légal de la pension, c'est-à-dire, au moment où les intéressés ont cessé de toucher la solde ou l'indemnité de fr. 2.50 dite de réforme.

ART. 60.

Lors de la liquidation des arriérés de pension, sont défalquées les sommes que les intéressés ont reçues à titre de solde, d'indemnité, de secours, en attendant le règlement de la pension.

hunner benoeming, aanstelling tot of gelijkstelling met den graad van onderluitenant.

ART. 58.

De aan de nationale orden verbonden pensioenen, verleend aan de militairen beneden den graad van officier, zijn tot het volgende bedrag bepaald ;

Orde van Leopold II. fr.	100 »
Kroonorde	150 »
Leopoldsorde	200 »

De helft van het beloop dezer pensioenen is overdraagbaar op de weduwen en weezen der militairen, die er houder van waren.

Deze pensioenen kunnen bij samenvoeging genoten worden.

ART. 59.

De pensioenen en de vergoedingen geldend als het pensioen voorgeschreven bij het wet-besluit van 5 April 1917, en die bestaan op het oogenblik van 't invoeg brengen van onderhavige wet zullen, indien zij werden verleend aan militairen die aan den oorlog hebben deel genomen, herzien worden overeenkomstig de nieuwe beschikkingen van voorgaande artikelen en ingaan vanaf het wettelijk aanvangspunt van het pensioen, 't is te zeggen, op het oogenblik dat de belanghebbenden opgehouden hebben de soldij of de vergoeding van fr. 2.50 gezegd « voor reforme » te trekken.

ART. 60.

Bij de vereffening der pensioenachterstallen worden de sommen afgetrokken welke de belanghebbenden, in afwachting der regeling van het pensioen voor soldij, vergoeding, hulpgeld hebben ontvangen.

ART. 61.

Les pensions et les allocations annuelles seront inscrites comme dette de l'Etat, au livre des pensions du Trésor public, et payées par trimestre, sur certificat de vie des personnes qui les auront obtenues, au chef lieu d'arrondissement de leur domicile.

Ces certificats de vie seront délivrés par l'autorité communale du lieu du domicile, et le seront sans frais pour toute pension n'excédant pas deux mille francs.

ART. 62.

Les pensions militaires sont personnelles et viagères; elles sont incessibles et insaisissables, excepté au cas de débet envers l'Etat, ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205 et 214 du Code civil.

Dans les deux cas, les pensions et les allocations sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant, pour cause de débet, et le tiers pour aliments.

ART. 63.

Les pensions de toute nature sont accordées par un arrêté royal précisant les motifs pour lesquels elles ont été données.

Ces arrêtés sont insérés au *Moniteur*.

ART. 64.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu :

Par la condamnation à une peine

ART. 61.

De pensioenen en de jaarlijksche tegemoetkomingen zullen in het pensioenboek der openbare Schatkist als Staatsschuld ingeschreven en per trimester worden betaald, op levensbewijs der personen die ze ter hoofdplaats van het arrondissement hunner verblijfplaats zullen hebben bekomen.

Die levensbewijsstukken dienen afgeleverd door de gemeenteverheid der verblijfplaats en zulks zonder kosten voor alle de 2,000 frank niet te boven gaande pensioen.

ART. 62.

De militaire pensioenen zijn persoonlijk en levenslang, zij zijn onafstaanbaar en onaantastbaar, behalve in geval van schuld jegens den Staat, of in de gevallen voorzien bij artikelen 203, 205 en 214 van het burgerlijk wetboek.

In beide gevallen, zijn de pensioenen en tegemoetkomigen vatbaar voor afhoudingen die wegens schuld, het vijfde, en wegens levensonderhoud, het derde van het bedrag ervan niet mogen te hovengaan.

ART. 63.

De pensioenen van alle slag worden verleend by een koninklijk besluit waarbij nauwkeurige bepaling der redenen waarom zij werden gegeven.

Die besluiten worden in den *Moniteur* ingelascht.

ART. 64.

Het recht op't bekomen of op't genot der militaire pensioenen wordt onderbroken : bij veroordeeling tot eene lijf- of onteerende straf, onder den duur der

afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine;

Par les circonstances qui font perdre la qualité de belge, pendant la privation de cette qualité.

ART. 65.

Sans préjudice des dispositions de la Législation existante relatives au cumul de deux pensions ou d'un traitement et d'une pension, est autorisé le cumul d'une pension militaire d'invalidité avec le traitement ou la pension afférent à un emploi civil de l'Etat, des provinces ou des communes.

ART. 66.

Un arrêté royal déterminera la formation et le fonctionnement des commissions qui seront chargées de statuer sur les droits aux pensions et allocations prévues par la présente loi.

Ces commissions comprendront un tiers au moins de mutilés dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

Leurs décisions seront susceptibles d'appel : le recours sera porté devant une juridiction supérieure composée par tiers, de magistrats, d'invalides de la qualité dite ci-dessus et de fonctionnaires.

L'instruction de ces affaires se fera sans frais.

ART. 67.

La présente loi modifie ou abroge pour les cas qu'elle prévoit, toutes les dispositions légales antérieures relatives

straf; bij de omstandigheden waaruit het verlies der hoedanigheid van Belg volgt, gedurende de berooving van deze hoedanigheid.

ART. 65.

Onder voorbehoud der bepalingen der bestaande wetgeving aangaande het gelijktijdig genot van twee pensioenen of van eene wedde en een pensioen, mag een militair pensioen wegens invaliditeit samengaan met de aan eene burgerlyke betrekking aan Staat, provincie of gemeente verbonden wedde of pensioen.

ART. 66.

Een koninklijk besluit zal de inrichting en de werking regelen der Commissiën die zullen gelast worden met de beslissingen te treffen aangaande de bij onderhavige wet voorziene rechten op de pensioenen en tegemoetkomingen.

Deze Commissiën zullen te minste een derde verminkten begrypen, wier invaliditeit 50 % overtreft.

Tegen hunne beslissingen zal beroep kunnen aangeteekend worden : het beroep zal uitgeoefend worden vóór eene hoogere rechtsmacht bij derden samengesteld uit magistraten, invaliden van hooger vermelde categorie en ambtenaren.

Deze zaken worden zonder kosten afgehandeld.

ART. 67.

Onderhavige wet wijzigt of trekt al de vroegere wettelijke beschikkingen in aangaande de rechten op het militair

aux droits à la pension militaire. Toutes les dispositions antérieures seront appliquées aux militaires ayant fait la campagne, chaque fois qu'elles leur seront plus avantageuses.

Donné à Bruxelles, le 14 août 1919.

pensioen, voor de gevallen welke zij voorziet. Telkens zij den militairen die den veldtocht hebben mêegemaakt, voordeliger zullen zijn, dienen al de beschikkingen van vroeger hun toegepast.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Augustus 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

TABLEAU II. — TARIF ANNEXÉ A LA LOI.

Pensions d'invalidité.

GRADES.	100 %	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	45 %	40 %	35 %	30 %	25 %	20 %	15 %	10 %
Lieutenant général.	4,800	4,560	4,320	4,080	3,840	3,600	3,360	3,120	2,880	2,640	2,400	2,160	1,920	1,680	1,440	1,200	960	720	480
Général major	4,640	4,408	4,176	3,944	3,712	3,480	3,248	3,016	2,784	2,552	2,320	2,088	1,856	1,624	1,392	1,160	928	696	464
Colonel	4,480	4,256	4,032	3,808	3,584	3,360	3,136	2,912	2,688	2,464	2,240	2,016	1,792	1,568	1,344	1,120	896	672	448
Lieutenant-colonel	4,320	4,104	3,888	3,672	3,456	3,240	3,024	2,808	2,592	2,376	2,160	1,944	1,728	1,512	1,296	1,080	864	648	432
Major	4,160	3,952	3,744	3,536	3,328	3,120	2,912	2,704	2,496	2,288	2,080	1,872	1,664	1,456	1,248	1,040	832	624	416
Capitaine commandant	4,000	3,800	3,600	3,400	3,200	3,000	2,800	2,600	2,400	2,200	2,000	1,800	1,600	1,400	1,200	1,000	800	600	400
Capitaine en second	3,840	3,648	3,456	3,264	3,072	2,880	2,688	2,496	2,304	2,112	1,920	1,728	1,536	1,344	1,152	960	768	576	384
Lieutenant	3,680	3,496	3,312	3,128	2,944	2,760	2,576	2,392	2,208	2,024	1,840	1,656	1,472	1,288	1,104	920	736	552	368
Sous-lieutenant.	3,520	3,344	3,168	2,992	2,816	2,640	2,464	2,288	2,112	1,936	1,760	1,584	1,408	1,232	1,056	880	704	528	352
Adjudant.	3,120	2,964	2,808	2,652	2,496	2,340	2,184	2,028	1,872	1,716	1,560	1,404	1,248	1,092	936	780	624	468	312
Premier sergent-major	3,000	2,850	2,700	2,550	2,400	2,250	2,100	1,950	1,800	1,650	1,500	1,350	1,200	1,050	900	750	600	450	300
Sergent-major	2,880	2,736	2,592	2,448	2,304	2,160	2,016	1,872	1,728	1,584	1,440	1,296	1,152	1,008	864	720	576	432	288
Premier sergent.	2,760	2,622	2,484	2,346	2,208	2,070	1,932	1,794	1,656	1,518	1,380	1,242	1,104	966	828	690	552	414	276
Sergent	2,640	2,508	2,376	2,244	2,112	1,980	1,848	1,716	1,584	1,452	1,320	1,188	1,056	924	792	660	528	396	264
Caporal	2,520	2,394	2,268	2,142	2,016	1,890	1,764	1,638	1,512	1,386	1,260	1,134	1,008	882	756	630	504	378	252
Soldat.	2,400	2,280	2,160	2,040	1,920	1,800	1,680	1,560	1,440	1,320	1,200	1,080	960	840	720	600	480	360	240
Majoration pour enfant âgé de moins de 18 ans.	300	285	270	255	240	225	210	195	180	165	150	135	120	105	90	75	60	45	30

Observations. — Pour les militaires qui étaient en service avant l'armistice, si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, le tarif du présent tableau sera majoré de 80 % pour les pensions prévues à l'article 7. Il sera diminué seulement du cinquième s'il s'agit de pensions réduites prévues à l'article 12.

TABLEAU III. — TARIF ANNEXÉ A LA LOI.

Pensions pour les veuves et les orphelins.

VEUVES DE :	Mort par blessure ou suite de blessures ou d'accidents éprouvés par le fait du service.	Mort par maladies contractées ou aggravées par le fait du service.	Observations.
(1)	(2)	(3)	(4)
Lieutenant-général . .	4 500	3 000	Les chiffres de ce tableau sont majorés de 50 % pour la veuve du militaire, décédé des suites de blessures reçues, accidents éprouvés ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service depuis le 1 ^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus. Il en est de même en ce qui concerne la veuve du militaire disparu avant le 12 novembre 1918.
Général-major	3 750	2 500	
Colonel	3 300	2 200	
Lieutenant-colonel . .	3 000	2 000	
Major	2 700	1 800	
Capitaine commandant .	2 400	1 600	
Capitaine en second . .	2 100	1 400	
Lieutenant	1 800	1 300	
Sous-lieutenant	1 600	1 200	
Adjudant	1 350	1 080	
1 ^{er} sergent-major . . .	1 300	1 040	
Sergent-major	1 250	1 000	
1 ^{er} sergent	1 200	960	
Sergent	1 150	920	
Caporal	1 050	840	
Soldat	1 000	800	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 AUGUSTUS 1919

WETSONTWERP OP DE MILITAIRE PENSIOENEN

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ons stelsel van militaire pensioenen wordt beheerscht door de wet van 24 Mei 1838 en de wet van 1840. De eerste kent rustpensioenen toe aan de militairen van allen graad die een zeker aantal jaren dienst hebben vervuld; zij bepaalt rechten op pensioen wegens kwetsuren, welke ook de duur van de diensten weze; zij verleent een pensioen aan de weduwen der op het slagveld of op bevolen dienst gesneuvelde militairen, of overleden aan de gevolgen van in den oorlog of op bevolen dienst ontvangen kwetsuren, en een jaarlijksch hulpgeld aan de weezen.

De tweede wet kent reforme-pensioenen toe aan de militairen gekwetst of gebrekkelijk geworden tijdens den dienst, maar niet door den dienst.

Deze wetten strookten met de toenmalige militaire instellingen, de wijzigingen die er later werden aan toegebracht, namelijk, in 1912 (wetten van 24 en 25 Mei), hebben haar karakter niet veranderd, zij hebben den pensioenstandaard verbeterd, sommige beperkingen afgeschaft, méér niet.

Sindsdien onderging het leger belangrijke hervormingen: van vakkundig en beperkt gelijk het was, heeft het leger zich tot een breedere opvatting uitgewerkt, het is nationaal geworden den dag waarop het zijne rangen voor een steeds stijgend getal burgers heeft opengezet. Bij het werkdadig leger is zich bij de bestendige kern komen voegen een aanvullend personeel: reserve-officieren en, sedert de mobilisatie, hulpofficieren en vrijwilligers voor den duur van den oorlog.

Eene wettelijke beschikking dient het bestaan te erkennen van deze nieuwe categoriën wier dappere medewerking zoo kostbaar tijdens den oorlog was,

en de rechtvaardigheid vergt dat hun, voor wat het pensioen betreft, dezelfde voordeelen worden toegekend als aan de beroepsofficieren.

Deze nieuwe maatregel mag niet worden uitgesteld, hij dient verwezenlijkt zoodra men zich met de herziening van het pensioenstelsel wil onledig houden.

Het oogenblik bleek thans niet geschikt om den standaard der pensioenen wegens dienstjaren te wijzigen : eene herziening dringt zich voorzeker op, maar het is raadzaam de vaststelling van een nieuwen standaard van militaire pensioenen te verdagen tot wanneer de burgerlijke pensioenen zullen worden gewijzigd : aldus zal het vraagstuk op al zijne zijden worden beschouwd.

Maar mag men, in afwachting dat de zaak in haar geheel wordt opgelost, met karigheid het aandeel meten van de militairen die den oorlog hebben meëgemaakt en die, ofschoon zij behouden bleven, niettemin vroeg of laat den weërslag zullen gevoelen van de ontberingen, de vermoeienissen en het lijden van een strijd die meer dan vier jaar gewoed heeft en waaronder hun leven aan de grootste gevaren bleef blootgesteld ? De openbare meening zou met verontwaardiging, op het oogenblik van hunne op pensioenstelling, het geringe bedrag van hun pensioen vernemen : geen verontschuldiging wāre te vinden voor de lauwheid en de traagheid van 's Lands erkentelijkheid. Men kan hun een toereikend pensioen uitkeeren zonder den bestaanden standaard te wijzigen, men hoeft hem slechts ten hunnen voordeele te verhoogen.

Het bedrag van de verhooging door het ontwerp voorzien is niet eenvormig, het is veranderlijk, volgens eene dalende ladder van den laagsten graad af tot den hoogsten graad.

Het ontwerp voorziet en regelt sommige uit den oorlog ontstane toestanden, namelijk dien van de officieren die opnieuw dienst hebben genomen, dien van de aangestelde officieren en dien van de onderofficieren die tijdens de vijandelijkheden officier geworden zijn.

Het ontwerp houdt rekening met de voorwaarden, waarvan de wet van 1838 de toekenning van een pensioen wegens dienstouderdom afhankelijk maakt, behalve voor twee punten die het ontwerp eener hoofdhervorming uitmaken :

1° Het vermindert de ouderdomsvoorwaarden (50 jaar in plaats van 55) en die van den dienstdijd (35 jaar in plaats van 40), voor de toekenning van het pensioen aan de lagere officieren.

De ondervinding door den oorlog opgedaan heeft de noodzakelijkheid van dezen maatregel aangetoond : om de uit een militair opleidingsstelsel van korten duur voortkomende soldaten aan te voeren en af te richten, en om vlug ter been de beproevingen van den strijd te doorstaan, zijn er oversten noodig, die met jeugdige geestes- en lichaamskracht bedeeld hoeven te wezen ;

2° Het stelt den Koning in staat, op hun eigen verzoek pensioen te

verleenen aan de lagere officieren, die minstens tien jaar, waarvan vier in den graad van officier, en hoogstens dertig jaar werkelijken dienst hebben, indien zij er in toestemmen tot het reserve-kader over te gaan en de aan dit kader opgelegde verplichtingen na te komen.

Het pensioen wordt slechts definitief op het oogenblik dat deze verplichtingen vervuld zijn.

Er kan niet aan gedacht worden in vreedstijd al de officieren te onderhouden die tot de oorlogsformaties noodig en bestemd zijn om de leentzen aan te vullen die zich onvermijdelijk gedurende de krijgsv verrichtingen voordoen.

Het land zal, bij 't middel dat voorzien wordt, na zekeren tijd over eene belangrijke reserve aan officieren beschikken om aan de oorlogs-behoeften het hoofd te kunnen bieden.

Een koninklijk besluit zal er ieder jaar het aantal per wapen, graad of dienst van vaststellen.

Buiten deze twee beschikkingen wijkt het ontwerp — voor wat de dienst-ouderdomspensioenen betreft — niet af van de door de wet van 1838 gevolgde beginselen; het pensioen staat in verhouding tot het getal jaren dienst; bij gelijkheid van diensttijd zal het aan de gegradeerden toegekend pensioen nooit lager zijn dan dat van den onmiddellijk lager in graad zijnden gegradeerde.

De bij de wetten van den 24 en 25 Mei 1912 gevoegde tarieven worden bij tabel I van 't ontwerp overgenomen: De op de militairen, die den oorlog 1914-1918 hebben medegemaakt, toepasselijke verhoogingen, alsmede de verschillende verhoudingen waarop zij steunen, worden er aangeduid.

Het ontwerp breidt aanmerkelijk het recht uit op pensioen om kwetsuren en om ziekten.

De door de huidige wet vastgestelde rangschikking der kneuzingen en lichaamsgebreken, houdt geen verband meer met den vooruitgang der genees- en heilkundige wetenschap; de beginselen van maatschappelijke voorzorg en hulp, die langzamerhand in onze wetgeving binnendringen, zijn haar vreemd.

De kwetsuren en de lichaamsgebreken geven slechts recht op pensioen als ze erg en ongeneesbaar zijn; slechts die, welke blindheid, het afzetten of het volle verlies van 't gebruik van één of meer lichaamsdeelen ten gevolge hadden of de daarmee gelijkstaande lichaamsgebreken, doen het pensioen onmiddellijk openvallen. Ten slotte in de minder erge gevallen, verleent zij slechts pensioen als de militair buiten staat is zijnen werkelijken dienst te verrichten en wanneer het zeker is dat hij zijnen dienst later niet meer zaal kunnen hernemen.

Het ontwerp huldigt het recht op pensioen voor al de lichaamsgebreken teweeggebracht door kwetsuren, voortkomende van oorlogsgebeurtenissen of van tijdens den dienst en door den dienst overkomen ongevallen, en

buitendien, voor de lichaamsgebreken teweegebracht of verergerd door de vermoeninissen, gevaren en ongevallen tijdens en door den dienst doorstaan.

De aard en het gevolg der kwetsuren of lichaamsgebreken zullen gerechtvaardigd worden in eenen vorm en binnen eenen termijn, welke bij K. B. zullen worden vastgesteld, maar het ontwerp gunt den invaliden eene inschikkelijkheid van belang : het keurt goed dat de kwetsuren, die vóór de naarhuuszending van den militair vastgesteld werden ondersteld zijn voort te komen van oorlogsgebeurtenissen, of van ongevallen, die door of bij gelegenheid van den dienst overkomen zijn.

Hetzelfde geldt voor de lichaamsgebreken voortkomende van ziekten, waarvan de juistheid nagegaan werd gedurende den tijd dat de militair ingelijfd is geworden, of gedurende de zes maanden die op zijne terugzending volgden, en voor den thans in zijne haardstede verblijvenden militair, gedurende de zes maanden die op de afkondiging der wet zullen volgen.

De aan den dienst te wijten verergering geeft ten zelfden titel recht op pensioen als het door den dienst teweegebrachte lichaamsgebrek.

Het recht op pensioen en het bedrag van dit laatste zijn niet meer gesteund op de onbekwaamheid tot dienen en de onmogelijkheid later opnieuw onder dienst te treden, zooals de wet van 1838 het nauwkeurig bepaalt, doch op invaliditeit van den gebrekkelijke of van den gekwetste : het pensioen is nochtans slechts verschuldigd indien de bevonden invaliditeit minstens 10 % bedraagt.

Tot het vaststellen van het pensioen voert het ontwerp een nieuw stelsel in dat zekere overeenstemming biedt met het stelsel dat als grondslag voor de wet op de werkongevallen heeft gediend : 't is de graad van invaliditeit die het hoogste cijfer van het pensioen doet vaststellen.

De voorgestelde rooster bedraagt 2,400 frank voor de volle invaliditeit doch deze som wordt met 50 % vermeerderd ten voordeele der slachtoffers van den oorlog van 1914-18. Dit voordeel behoeft geene rechtvaardiging : de helden en de slachtoffers van den oorlog hebben de hardste beproeving onderstaan waaraan ooit strijders werden blootgesteld ; zij hebben talloze gevaren getrotseerd, buitengewone vermoeninissen en smarten doorstaan, en hebben recht op deze buitengewone schadeloosstelling.

De door volstreckte onbekwaamheid getroffen militairen zullen een jaarlijksch pensioen van 3,600 frank trekken ; het pensioen zal eene vermindering ondergaan in verhouding tot de overblijvende geschiktheid.

In geval van veelvuldige lichaamsgebreken waarvan er eene de volstreckte invaliditeit méevoert, zal er bij het pensioen eene aanvullende som gevoegd worden van 150 frank tot 1,500 frank, bij veelvouden van 150 frank.

Aan de verminkten die door hunne lichaamsgebreken onbekwaam zijn zich te bewegen of de noodzakelijke levensverrichtingen te vervullen zonder gestadig de hulp van een derden persoon in te roepen, zal eene bijzondere tegemoetkoming worden verleend die 1,500 frank zal kunnen bereiken.

Ten slotte zal de invalied die familielast heeft, eene verhooging van pensioen bekomen per wettig of erkend onwettig kind tot den ouderdom van 18 jaar. Deze verhooging zal evenredig zijn met den graad van onbekwaamheid : 300 frank per kind indien de onbekwaamheid volkomen is; zij zal eene aanhoudende vermindering ondergaan tot 30 frank voor de invaliditeit van 10 %.

Kortom, de tot volle onbekwaamheid gebrachte invalied, die aan verscheidene lichaamsgebreken lijdt, gehuwd en vader van verscheidene kinderen, zal een jaarlijksch pensioen van 5,400 frank kunnen trekken, plus 300 frank per kind tot den ouderdom van 18 jaar. Indien hij er toe verplicht is gestadig andermans hulp in te roepen, zal hij eene bijkomende jaarlijksche som ontvangen die 1,500 frank zal kunnen bereiken.

De rechten op pensioen der familie van den militair, die aan de gevolgen van oorlogsdaden bezweken is, zijn zeer bekrompen onder het bestaande stelsel.

De weduwen en de weezen alleen kunnen er aanspraak op maken; en dan nog is hunne aanvraag slechts ontvankelijk als de militair op het slagveld of op bevolen dienst gedood werd, of indien hij gestorven is aan de gevolgen van in den oorlog of op een bevolen dienst ontvangen kwetsuren.

Het ontwerp breidt deze beschikkingen onder een tweevoudig oogpunt uit : het huldigt het recht der weduwen en der weezen, niet alleenlijk in geval van dood door verwonding, maar ook nog wanneer het overlijden veroorzaakt is door eene tijdens en door den dienst opgedane of verergerde ziekte.

Het strekt het voordeel van het pensioen uit over andere leden der familie : bij gebrek aan weduwe en afstammelingen, zullen de vader en de moeder van den overledenen militair eene tegemoetkoming ontvangen indien zij doen blijken dat zij over geen grooter inkomen dan 5,000 frank beschikken. Bij gebrek aan vader en moeder komt de tegemoetkoming aan de grootouders toe. Indien, echter, de militair broeders of zusters beneden den vollen ouderdom van 16 jaar achtergelaten heeft wordt de familietegemoetkoming hun uitsluitend verleend, en betaald aan de personen die er den last over hebben.

Deze beschikkingen zijn insgelijks toepasselijk op de familiën der sinds ten minste zes maanden vermiste militairen en als dusdanig op de door het Ministerie van Oorlog opgemaakte officiële lijsten aangeschreven staan. Deze pensioenen worden definitief wanneer de afwezigheid, overeenkomstig de wet, aangegeven is geworden.

De door de wet van 1838 aan de weduwen en weezen toegekende vergoedingen zijn zeer gering. Alzoo heeft de weduwe van een soldaat recht op een jaarlijksch pensioen van 300 frank, de weduwe van een tweede-kapitein op 960 frank, die van een luitenant-generaal op 2,730 frank. Het is onmogelijk op zulke enge grondslagen een voor de verwanten der oorlogsslachtoffers billijk vergoedingsstelsel tot stand te brengen. Zooals voor de invalieden dringt een nieuwe maatstaf zich hier op; het ontwerp stelt hem

vast : die rooster behelst niet alleenlijk de aan de weduwen en weezen verschuldigde pensioenen, maar ook de tegemoetkomingen die in gebeurlijk geval aan de bloedverwanten in opgaande lijn en aan de broeders en zusters zullen worden betaald. Het ontwerp voorziet, zooals voor de invaliden, eene verhooging die 50 t. h. bereikt voor de weduwen en eene verhouding die voor de andere leden der familie eenigzins verschilt. Dit voordeel is wel verschuldigd aan degenen waaraan de soldaten, die de grootste proef hebben doorstaan, en er bij omkwamen, met de banden des bloeds en der liefde waren gehecht.

Er blijven nog eenige beschikkingen van algemeen aard te verduidelijken.

Het ontwerp is, voor wat het pensioen en de verschillende tegemoetkomingen betreft, toepasselijk op de rechten, die sedert 1^o Augustus 1914 ontstaan zijn.

Al de andere bepalingen van het ontwerp behalve de verhoogingen die aangestipt zijn voor de militairen die den oorlog hebben medegemaakt of voor hunne familiën, zijn van definitieven aard; de uitvoering ervan beoogt, zonder voorbehoud, al de militairen en al de met hen gelijkgestelden.

*
* * *

Een Koninklijk besluit zal de inrichting en de werking regelen der commissies, die zullen gelast worden met de beslissingen aangaande de bij onderhavige wet voorziene rechten op de pensioenen en tegemoetkomingen.

Deze commissies zullen ten minste een derde verminkten begripen wier invaliditeit 50 % te boven gaat. Tegen hunne beslissingen zal beroep kunnen aange teekend worden : het beroep zal uitgeoefend worden vóór eene hogere rechtsmacht bij derden samengesteld uit magistraten, invaliden van hooger vermelde categorie en ambtenaren.

Het afhandelen dezer zaken zal kosteloos geschieden.

*
* * *

Het ontwerp is niet toepasselijk op de militairen alleen, maar ook op de burgers die tijdens den oorlog bij 't leger werkzaam waren.

Een koninklijk besluit zal de categorie burgers bepalen die er aanspraak zullen kunnen op maken en het zal den graad vermelden, waarin deze personen bij wijze van overeenkomst ten opzichte van het pensioen in aanmerking zullen komen. Indien zij aan de gevolgen van den oorlog overleden zijn zullen hunne rechthebbenden de voordeelen genieten, welke aan de verwanten der militairen verleend worden.

*
* * *

Buiten de officieren der werkdadige- en reserve-kaders, heeft het wetbesluit van 25^o October 1917, voor den duur van den oorlog, ten hulp- of ten reserve-titel aangestelde officieren in 't leven geroepen.

De aangestelde officier oefent de bevoegdheden uit van officier; hij is voorzien van een Koninklijk brevet; hij draagt de uniform en de kenteekens van den graad; hij is aan dezelfde wetten en aan hetzelfde tuchstelsel als de andere officieren onderworpen.

Het is billijk op de aangestelde officieren al de beschikkingen toe te passen die voor de officieren van denzelfden graad van het werkdadig leger voorzien zijn.

* *

De wet van 1838 maakt geen onderscheid tusschen de militairen van het front en die der inrichtingen achter 't front; de groote oorlog heeft het verschil in 't licht gesteld dat er bestaat tusschen de bewezen diensten en tusschen de gevaren en kwade kansen waaraan men blootgesteld was. In volle gerechtigheid dient daar rekening mede gehouden; het ontwerp doet zulks met den dienst van hen die recht hebben op de frontchevrons, voor dubbel te doen tellen boven den werkelijken diensttijd.

Daar het maximum van pensioen op het einde van 40 jaar dienst vastgesteld wordt, zouden de militairen, die dezen grenspaal tijdens den oorlog hebben bereikt, uitgesloten zijn van het bijkomend voordeel der jaren veldtocht, indien men hun stiptelijk deze beschikking toepastte: daarom ook laat het ontwerp toe het voorziene maximum te overschrijden, ten voordele bijkomende jaren veldtocht en dergene welke op de frontchevrons recht geven.

* *

Tot het voltallig maken van het geheele pensioen, keurt het ontwerp de samenvoeging goed van het pensioen wegens dienstjaren met het invaliditeitspensioen, en zulks mits zekere lichte afwijkingen.

Het ontwerp staat den houders van 'het invaliditeitspensioen toe dit pensioen te laten samengaan met de wedde die verbonden is aan een burgerlijk ambt aan den staat, aan de provincies of aan de gemeenten, of met de burgerlijke pensioenen: het is van belang de verminkten die eene bezigheid zoeken, te begunstigen en hun de verzekering te geven dat zij zich kunnen te werk stellen zonder gevaar te loopen de schadeloosstelling te verliezen waarop de om wille des Lands verdediging ondergaane verminking recht geeft.

Dit zijn de voornaamste regelen van het wetsontwerp.

Eenige derzelve, die betrekking hebben op de verminkten, werden ontleend aan de wet die in Frankrijk, na zeer lange en moeilijke debatten is aangenomen geworden. Wij verschillen hierin met onze groote bondgenooten dat wij de wet aangaande het aan de verminkten verschuldigd herstel, niet hebben willen afzonderen van die welke de andere slachtoffers van den grooten oorlog aangaat. Allen dienen met dezelfde nauwlettendheid en met een gelijk gevoelen van dankbaarheid te worden bejegend.

Buitendien zijn wij er om bezorgd geweest hun allen eene belangrijkere schadeloosstelling te verleenē, aangezien de zware ooplogslast in ons land gedragen werd door een in verhouding kleiner aantal mannen, véél kleiner bij ons dan bij onze naburen.

Met welken last gaat onze begrooting niet worden bezwaard.

Onmogelijk is het zulks met juistheid te bepalen. Bij benadering kan de jaarlijksche uitgave op 100 millioen frank worden geschat, de tijd zal dit cijfer doen dalen.

Voor de regeling der achterstallen zal men over een crediet van ongeveer 200 millioen frank dienen te beschikken.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

**Projet de loi
sur les pensions militaires.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre nom, aux Chambres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

La présente loi est applicable aux droits à la pension qui se sont ouverts à partir du 1^{er} août 1914 ou qui s'ouvriront à l'avenir pour une des causes mentionnées dans les articles suivants.

Toutefois, elle n'est pas applicable aux militaires qui, au 1^{er} août 1914, étaient en instance de pension, en non activité pour quelque cause que ce soit, ou en congé pour maladie, si dans la suite ces militaires n'ont pas repris du service.

TITRE PREMIER.

**DROITS A LA PENSION POUR ANCIENNETÉ
DE SERVICE.**

ART. 2.

Ont droit à une pension de retraite pour ancienneté de service :

1° Les officiers supérieurs et les offi-

**Wetsontwerp
betreffende de pensioenen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze tot Raad vergaderde Ministers :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers, ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Onderhavige wet is toepasselijk op de rechten op het pensioen die van den 1^{er} Augustus 1914 af ontstaan zijn, of die in 't vervolg uit een der bij volgende artikelen vermelde oorzaken zullen ontstaan.

Zij is echter, niet toepasselijk op de militairen die op 1^{er} Augustus 1914, op 't punt stonden van gepensionneerd te worden, op non-activiteit om onverschillig welke reden, of wegens ziekte met verlof waren, indien deze militairen later geen dienst hebben hernomen.

TITEL I.

**RECHTEN OP HET PENSIOEN WEGENS
DIENSTOUDERDOM.**

ART. 2.

Hebben recht op een rustpensioen wegens dienstouderdom :

1° de hoogere en de opperofficieren

ciers généraux qui ont quarante années de service effectif et qui sont âgés de 55 ans accomplis;

2° Les officiers subalternes qui ont 35 années de service effectif et qui sont âgés de 50 ans accomplis;

3° Les militaires en dessous du rang d'officier y compris ceux de la gendarmerie qui comptent 20 années de service effectif;

4° Les officiers et les militaires en dessous du rang d'officier qui ont au moins 10 années de service effectif et qui sont hors d'état de continuer à servir pour cause de blessures ou d'infirmités;

5° Les officiers qui ayant quitté l'armée autrement que par pension, ont repris du service au cours de la guerre et qui, par l'apport des nouveaux services ainsi accomplis, comptent plus de 20 années de service effectif et moins de 35 années de service effectif (années pour études préliminaires non comprises), pourvu qu'ils n'aient pas obtenu leur passage dans les cadres actifs et qu'ils demandent leur pension dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi;

6° Les militaires de rang inférieur à celui d'officier qui étaient en activité au 1^{er} août 1914 et ceux qui étant congédiés, ont repris du service au cours de la guerre, s'ils sont commissionnés en qualité d'officier auxiliaire ou d'officier de réserve et si par l'apport des nouveaux services, ils comptent plus de 20 années de service effectif (années pour études préliminaires non comprises) et moins de 35 années de service effectif. Leur demande devra parvenir au Ministre de la Guerre dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

die 40 jaren werkelyken dienst hebben en die ten volle 55 jaar oud zijn;

2° de lagere officieren die 35 jaar werkelijken dienst hebben en die ten volle 50 jaar oud zijn;

3° de militairen beneden den rang van officier met inbegrip dergenen van de gendarmerie, die 20 jaar werkelijken dienst hebben;

4° de officieren en de militairen beneden den rang van officier die minstens 10 jaar werkelyken dienst hebben en die uit oorzaak van kwetsuren of van lichaamsgebreken buiten staat zijn nog te dienen;

5° de officieren die, na het leger om eene andere reden dan wegens pensioen te hebben verlaten, in den loop van den oorlog opnieuw dienst hebben genomen en die, met de aldus vervulde nieuwe diensten erbij gerekend, meer dan 20 jaar werkelijken dienst en minder dan 35 jaar werkelijken dienst hebben, (de voorafgaande studiejaren niet inbegrepen) op voorwaarde dat zij hunne opneming bij de werkdadige kaders niet hebben bekomen en dat zij hun pensioen aanvragen binnen de zes maanden na de afkondiging van onderhavige wet;

6° de militairen beneden den rang van officier die op 1^o Augustus 1914 onder werkelijken dienst waren en zij die, ontslagen zijnde, in den loop van den oorlog opnieuw dienst genomen hebben, indien zij aangesteld zijn in hoedanigheid van hulpofficier of van reserve-officier, en indien zij, de nieuwe diensten erbij gerekend, meer dan 20 jaar werkelijken dienst, zonder inbegrip der voorafgaande studiejaren, en minder dan 35 jaar werkelijken dienst hebben. Hunne aanvraag dient binnen de zes op de afkondiging van onderhavige wet volgende maanden bij den Minister van Oorlog ingekomen.

ART. 3.

Le Roi a la faculté de mettre à la pension :

A. — Les officiers :

1° Qui comptent plus de dix années et moins de trente années de service effectif et qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

a) S'ils ont été placés en non-activité par mesure d'ordre, en vertu d'un arrêté royal ou au traitement de réforme ;

b) S'ils ont été dépassés pour l'avancement et ne sont plus jugés aptes à exercer activement les fonctions de leur grade.

2° Qui comptent au moins trente années de service effectif et qui sont reconnus hors d'état de continuer à servir ;

3° Qui comptent quarante années de service effectif et qui en font la demande ;

4° Qui ont atteint l'âge de 50 ans accomplis, s'il s'agit d'officiers subalternes, et 55 ans accomplis, s'il s'agit d'officiers supérieurs et généraux ;

5° Sur leur demande, les officiers subalternes comptant au moins dix années de service effectif, dont quatre années dans le grade d'officier et au plus trente années, qui consentiront à passer dans le cadre de réserve et à accomplir les obligations imposées à ce cadre ;

Cette pension ne devient définitive qu'au moment où les dites obligations sont accomplies.

Un arrêté royal fixera annuellement, par grade, arme ou service, le nombre d'officiers qui pourront bénéficier de cette disposition.

ART. 3.

De Koning kan op pensioen stellen :

A. De officieren :

1° Die meer dan tien jaar en minder dandertig jaar werkelyken dienst hebben en die in een der volgende gevallen verkeeren :

a) Indien zij op non-activiteit bij tuchtmaatregel, krachtens een koninklijk besluit of met reforme-wedde werden geplaatst ;

b) Indien zij voor de bevordering achtergebleven zijn en niet meer geschikt worden bevonden om de betrekking van hunnen graad werkdadig waar te nemen.

2° Die ten minste dertig jaar werkelijken dienst hebben en buiten staat worden bevonden te blijven dienen ;

3° Die veertig jaar werkelijken dienst hebben en daartoe de aanvraag indienen ;

4° Die den vollen ouderdom van 50 jaar, zoo er sprake is van lagere officieren, en den vollen ouderdom van 55 jaar, wanneer het hoogere-en opperofficieren geldt, hebben bereikt.

5° Op eigen aanvraag, de lagere officieren met minstens tien jaar werkelijken dienst, waarvan vier jaar in den graad van officier en ten hoogste dertig jaar, die er zullen in toestemmen bij het reserve-kader over te gaan en de aan dit kader opgelegde verplichtingen na te komen ;

Dit pensioen wordt maar definitief op het oogenblik dat deze verplichtingen vervuld zijn.

Een koninklijk besluit zal jaarlijks per graad, wapen of dienst, het aantal officieren bepalen die het voordeel dezer beschikking zullen kunnen genieten.

B. — Les militaires de rang inférieur à celui d'officier :

1° Qui comptent plus de vingt années de service effectif;

2° Qui ont plus de 50 ans accomplis.

ART. 4.

Les années de service effectif se comptent à partir du jour où le militaire est entré au service actif comme volontaire ou milicien, mais seulement à partir de l'âge de 16 ans révolus s'il est entré au service avant cet âge.

Les années de service effectif accomplies par tous les officiers sont majorées, à titre d'études préliminaires, de deux ans. Toutefois ces deux années sont portées à trois pour les anciens élèves de l'Ecole militaire qui ont été nommés sous-lieutenant après le 6 mai 1888, à cinq ans pour les médecins, à quatre pour les pharmaciens et les vétérinaires.

ART. 5.

Le temps passé hors d'activité sans traitement, ne peut compter dans la supputation du service effectif.

Le temps passé en disponibilité compte pour toute sa durée. Il en est de même du temps passé en non-activité, pour cause de maladie contractée à l'occasion du service, pour licenciement de corps ou suppression d'emploi.

Le temps passé en non-activité pour toute autre cause, compte pour la moitié de sa durée et le temps passé en réforme pour le quart seulement.

B. De militairen beneden den rang van officier :

1° Die meer dan 20 jaar werkelijken dienst hebben.

2° Die den vollen ouderdom van 50 jaar voorbij zijn.

ART. 4.

De jaren werkelijke dienst worden berekend van den dag af waarop de militair als vrijwilliger of milicien onder werkdadigen dienst is getreden, doch maar met ingang van den vollen ouderdom van 16 jaar, indien hij voor dien ouderdom in dienst is getreden.

De door al de officieren vervulde jaren werkelijke dienst worden met twee jaar vermeerderd uit hoofde van voorafgaande studiën. Deze twee jaren worden, echter, voor de oud-leerlingen der Militaire School, die na den 6ⁿ Mei 1888 tot onderluitenant werden benoemd, op drij, voor de geneesheeren, op vijf, voor de apothekers en de paardenartsen, op vier jaar gebracht.

ART. 5.

De buiten activiteit zonder wedde doorgebrachte tijd kan bij de berekening van den werkelijken dienst niet in aanmerking komen.

De in beschikbaarheid doorgebrachte tijd telt voor gansch den duur ervan. Hetzelfde geldt voor den tijd doorgebracht in non-activiteit uit oorzaak van ter gelegenheid van den dienst opgedane ziekte, voor korpsontbinding of afschaffing van betrekking.

De wegens alle andere reden in non-activiteit doorgebrachte tijd telt voor de helft en de in réforme doorgebrachte tijd slechts voor het vierde van den duur ervan.

ART. 6.

Est compté pour la pension militaire le temps passé dans un service civil qui donne droit à pension, pourvu toutefois que la durée des services militaires soit de vingt années au moins.

TITRE II.**DROTS A LA PENSION
POUR CAUSE DE BLESSURES OU D'INFIRMITÉS****ART. 7.**

Les blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés durant le service et par le fait du service, lorsqu'elles ont occasionné une invalidité de 10 % au moins, donnent droit à une pension d'invalidité quelle que soit la durée des services, conformément aux dispositions de la présente loi.

Les infirmités donnent le même droit, lorsqu'elles ont entraîné une invalidité de 10 % au moins et qu'elles ont été causées ou aggravées par les fatigues, accidents ou dangers du service militaire.

ART. 8.

En ce qui concerne les militaires de carrière, les blessures ou infirmités mentionnées à l'article 7 ne donnent lieu à l'obtention immédiate de la pension d'invalidité que si elles mettent ceux qui en sont atteints hors d'état de continuer à servir.

Si le militaire peut continuer à servir, la pension ne lui sera allouée que lorsqu'il quittera définitivement le service.

ART. 6.

Wordt gerekend voor het militair pensioen de in een burgerlijken dienst doorgebrachte tijd die op pensioen recht verleent, op voorwaarde echter, dat de duur der militaire diensten ten minste twintig jaar bereike.

TITEL II.**RECHTEN OP HET PENSIOEN WEGENS KWETSUREN OF LICHAAMSGEBREKEN.****ART. 7.**

De gedurende den dienst en door den dienst uit oorlogsgebeurtenissen of ongevallen voortkomende kwetsuren, wanneer zij tot eene invaliditeit van ten minste 10 t. h. hebben aanleiding gegeven, geven recht op een pensioen wegens invaliditeit welke de duur der diensten ook weze overeenkomstig de voorschriften van onderhavige wet.

De lichaamsgebreken geven hetzelfde recht wanneer zij eene onbekwaamheid van ten minste 10 t. h. veroorzaakt hebben en indien zij veroorzaakt of verergerd werden door de vermoeinissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.

ART. 8.

Wat de beroepsmilitairen aangaat, de kwetsuren of lichaamsgebreken vermeld bij artikel 7 geven slechts aanleiding tot onmiddellijke beëindiging van een pensioen wegens invaliditeit indien zij hen die er door aangedaan zijn, buiten staat stellen om te blijven dienen.

Indien de militair kan voortdienen, zal het pensioen hem slechts toegestaan worden wanneer hij den dienst voor goed zal verlaten.

ART. 9.

La cause, la nature et les suites des blessures ou infirmités mentionnées à l'article 7 seront justifiées dans les formes et dans les délais qui seront déterminés dans un arrêté royal.

ART. 10.

Toutes les invalidités constatées chez un militaire pendant la période où il a été mobilisé ou pendant les six mois qui ont suivi son renvoi dans ses foyers après la démobilisation, sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou aggravées par suite de fatigues, dangers ou accidents du service militaire.

Ce délai de six mois ne prendra cours, pour les militaires actuellement renvoyés dans leurs foyers, qu'à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 11.

Si l'invalidité est reconnue permanente, la pension de l'invalidité est accordée à titre définitif.

Si l'invalidité est temporaire, la pension est accordée à titre provisoire pour un an. Elle pourra être renouvelée après chaque période d'un an, à un taux inférieur, égal ou supérieur au tarif primitif.

Après l'expiration de la troisième année, la situation de l'intéressé sera considérée consolidée et la pension sera supprimée ou convertie en pension définitive.

ART. 9.

De oorzaak, de aard en de gevolgen der bij artikel 7 vermelde kwetsuren of lichaamsgebreken zullen gerechtvaardigd worden op de wijze en binnen den termijn bepaald in een koninklijk besluit.

ART. 10.

Al de invaliditeiten vastgesteld bij een militair gedurende het tijdverloop waaronder hij gemobiliseerd was of gedurende de zes maanden na zijn terugkeer in den huiskring na de demobilisatie, zijn zonder ander bewijs verondersteld opgedaan of verergerd te zijn geweest, ten gevolge der vermoeiingen, gevaren of ongevallen van den militairen dienst.

Dit tijdperk van zes maanden zal slechts aanvang nemen, voor de thans huiswaarts teruggezonden militairen, bij de afkondiging van onderhavige wet.

ART. 11.

Indien de invaliditeit bestendig bevonden is, wordt het pensioen wegens invaliditeit ten vasten titel toegestaan.

Indien de invaliditeit tijdelijk is, wordt het pensioen voorloopig voor een jaar toegestaan. Het zal na iedere termijn van een jaar kunnen hernieuwd worden op een kleiner, gelijk, of hooger bedrag dan het eerste.

Na verloop van het derde jaar zal de toestand van den belanghebbende als vast worden aanzien en het pensioen afgeschaft of in een definitief pensioen worden omgezet.

ART. 12.

Les blessures ou infirmités prévues à l'article 7 donnent droit à une pension réduite lorsqu'elles ont été causées durant le service mais non par le fait du service, pourvu qu'il soit constaté que les causes de ces blessures ou infirmités sont indépendantes de la volonté des intéressés.

TITRE III.

**DROITS DES VEUVES A UNE PENSION VIAGÈRE
ET DES ORPHELINS A UNE PENSION TEMPO-
RAIRE.**

ART. 13.

Les veuves des militaires tués sur le champ de bataille ou morts par suite de blessures reçues, d'accidents éprouvés, ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, ont droit à une pension viagère pourvu que le mariage soit antérieur à la blessure, à l'origine ou à l'aggravation de la maladie.

Cette restriction ne s'applique pas aux femmes qui ont épousé un mutilé de la guerre atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 60 %. Elles auront droit à la pension pour autant que le mariage ait été contracté dans les deux ans de la pension de leur époux ou de la cessation des hostilités et que le mariage ait duré une année au moins ou ait été rompu par la mort accidentelle de l'époux.

ART. 14.

La justification des causes de la nature et des suites des blessures et des mala-

ART. 12.

De kwetsuren of lichaamsgebreken voorzien bij artikel 7 geven recht op een verminderd pensioen wanneer zij veroorzaakt werden gedurende den dienst, maar niet door den dienst, op voorwaarde dat het weze vastgesteld dat de oorzaken van deze kwetsuren of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil van de belanghebbenden.

TITEL III.

RECHTEN DER WEDUWEN OP EEN LEVENSLANG PENSIOEN, EN DER WEEZEN OP EEN TIJDELIJK PENSIOEN.

ART. 13.

De weduwen der op het slagveld gesneuvelde militairen of overleden aan de gevolgen van bekomen kwetsuren, overkomen ongevallen, of ziekten opgedaan of verergerd gedurende den dienst of door den dienst, hebben recht op een levenslang pensioen, op voorwaarde dat het huwelijk plaats heeft gehad vóór de kwetsuur, het uitbreken of de verergering der ziekte.

Deze beperking is niet toepasselijk op de vrouwen die eenen oorlogsverminkte aangetast door eene invaliditeit gelijk, of hooger dan 60 %, gehuwd hebben. Zij zullen op het pensioen recht hebben voor zoover het huwelijk werd voltrokken binnen de twee jaar na het pensioen van hunnen echtgenoot of na het staken der vijandelijkheden, en dat het huwelijk ten minste één jaar geduurd heeft of door het toevallig afsterven van den echtgenoot werd onderbroken.

ART. 14.

De rechtvaardiging der oorzaken, van den aard en der gevolgen van de kwet-

dies, sera établie dans les formes prescrites dans un arrêté royal.

ART. 15.

Toutes les blessures constatées et toutes les maladies contractées ou aggravées pendant la période où le militaire a été mobilisé au cours de la guerre sont réputées, sauf preuve contraire, provenir des fatigues, dangers ou accidents du service si le militaire est décédé dans le délai d'un an à partir du renvoi définitif dans ses foyers.

La même présomption s'applique aux militaires décédés plus d'un an après leur rentrée dans leurs foyers si leur décès se produit avant la promulgation de la présente loi ou dans les trois mois qui suivront cette promulgation.

En vue de réserver tous droits éventuels, le militaire qui ne se considérerait pas comme guéri des blessures reçues ou des maladies contractées durant le service et par le fait du service, aurait à faire constater chaque année son état dans les conditions qui seront déterminées dans un arrêté royal.

ART. 16.

Lorsque le défunt laisse des enfants mineurs issus d'un mariage antérieur, le principal de la pension à laquelle aurait droit la veuve, se partage également entre les deux lits.

Une des parts est attribuée aux enfants du premier lit, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 21 ans; l'autre est attribuée à la veuve, et, à son

suren en der ziekten, dient opgemaakt volgens de in een koninklijk besluit bepaalde vormen.

ART. 15.

Al de bevonden kwetsuren en al de ziekten opgedaan of verergerd gedurende den termijn waaronder de militair in den loop van den oorlog gemobiliseerd is geweest, aanzien, behoudens tegenovergesteld bewijs, als voortkomende uit de vermoedinissen, gevaren of ongevallen van den dienst, indien de militair overleden is binnen het tijdverloop van één jaar, van af den datum waarop hij voorgoed huiswaarts werd gezonden.

Hetzelfde vermoeden is toepasselijk op de militairen overleden meer dan één jaar na hunnen terugkeer in hunne haardstede, indien het overlijden zich vóór de afkondiging van onderhavige wet of binnen de drie op deze afkondiging volgende maanden voordoet.

Ten einde alle gebeurlijke rechten voor te behouden, zou de militair, die zich niet zou beschouwen als hersteld van de ontvangen kwetsuren of van de gedurende den dienst en door den dienst opgedane ziekten, ieder jaar zijnen toestand hoeven doen vast te stellen, op de wijze die in een koninklijk besluit zal worden bepaald.

ART. 16.

Wanneer de overledene minderjarige uit een vroeger huwelijk gesproten kinderen achterlaat, wordt het principaal van het pensioen waarop de weduwe zou recht hebben, op gelijke wijze tusschen de twee bedden verdeeld.

Een der deelen wordt toegeschreven aan de kinderen van het eerste bed, totdat het jongste den leeftijd van 21 jaar bereikt; het andere wordt toegekend aan

défaut, aux enfants issus de son mariage avec le défunt. Du vivant de la veuve, cette seconde part est majorée, s'il est nécessaire, de manière qu'elle ne soit pas inférieure à la pension fixée pour la veuve du soldat.

Lorsque le droit à la pension s'éteint dans une des branches, sa part est ajoutée à celle de l'autre, si celle-ci est encore en possession de droits à pension.

En cas de pluralité de mariages antérieurs, le partage de la pension s'effectue d'après les mêmes règles.

ART. 17.

En cas de séparation de corps prononcée à la requête du mari, la veuve d'un militaire ne peut prétendre à aucune pension. Dans ce cas et dans celui du divorce, les enfants, s'il y en a, seront considérés comme orphelins.

Il en sera de même lorsque la femme aura été déchue de la puissance paternelle.

ART. 18.

Si la veuve contracte un nouveau mariage, elle peut, à l'expiration de l'année qui le suit et dans les conditions fixées dans l'arrêté-royal, renoncer à sa pension. Dans ce cas, elle a droit au versement immédiat d'un capital représentant trois annuités de cette pension et celle-ci est en outre, si le défunt a laissé des enfants mineurs, transférée sur leur tête jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux.

Si la veuve qui se remarie, a déclaré vouloir conserver sa pension et qu'elle

de weduwe en, bij gebreke, aan de uit haar huwelijk met den overledene gesproten kinderen. Tijdens het leven der weduwe, wordt dit tweede deel verhoogd, indien het noodig is, op zulke wijze dat het niet onder het voor de weduwe van den soldaat vastgesteld pensioen daalt.

Wanneer het recht op het pensioen in een der takken verdwijnt, wordt het deel bij het andere gevoegd, indien dit nog in bezit is van rechten op een pensioen.

In geval van meervuldige vroegere huwelijken, geschiedt de verdeeling van het pensioen volgens dezelfde regelen.

ART. 17.

In geval van scheiding bij lijve uitgesproken op verzoek van den echtgenoot, kan de weduwe van een militair op geen enkel pensioen aanspraak maken. In dit geval en in dit van echtscheiding, zullen de kinderen, indien er zijn, als weezen beschouwd worden.

Hetzelfde geldt wanneer de vrouw van hare ouderlijke macht zal vervallen verklaard zijn.

ART. 18.

Indien de weduwe een nieuw huwelijk aangaat, mag zij, bij verloop van het jaar dat er opvolgt, en in de in het koninklijk besluit bepaalde gevallen, aan haar pensioen verzaken. In dit geval, heeft zij recht op de onmiddellijke storting van een kapitaal ten beloope van drie annuïteiten, en indien de overledene minderjarige kinderen heeft achtergelaten, wordt dit pensioen, bovendien, overgedragen op hun hoofd, tot de meerderjarigheid van het laatste onder hen.

Indien de weduwe, die hertrouwt, verklaard heeft haar pensioen te willen

a des enfants mineurs issus de son mariage avec le décédé, la jouissance de la moitié de la pension est déléguée à ces enfants jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux. La jouissance des majorations leur appartient.

ART. 19.

Les orphelins ont droit, tous ensemble, à une pension annuelle égale au montant de la pension que leur mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir.

Cette pension est payée en entier jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 21 ans accomplis. Mais 'au fur et à mesure que les aînés atteignent cet âge, leur part est reversée sur les mineurs.

ART. 20.

Les orphelins atteints d'une infirmité incurable, les mettant dans l'incapacité de pourvoir à leur subsistance, conservent même après leur majorité, le bénéfice de la disposition qui précède.

Droits des épouses et des enfants mineurs des militaires disparus.

ART. 21.

La pension et les majorations de pension accordées dans les conditions déterminées par la présente loi à la veuve et aux enfants mineurs du militaire décédé, sont également allouées à la femme et aux enfants du militaire signalé au cours de la guerre comme disparu depuis six mois au moins et porté comme tel sur les listes officielles dressées par le Ministre de la Guerre.

behouden, en zij minderjarige uit het huwelijk met den overledene gesproten kinderen heeft, gaat het genot van de helft van het pensioen over op deze kinderen tot de meerderjarigheid van het laatste hunner. Het genot der verhoogingen komt hun toe.

ART. 19.

De weezen hebben recht, allen bijeen, aan een jaarlijksch pensioen, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hunne moeder bekomen heeft of het recht zou hebben gehad te bekomen.

Dit pensioen wordt ten volle betaald totdat de jongste hunner den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt heeft. Maar, naargelang de oudsten dezen ouderdom bereiken gaat hun deel op de minderjarigen over.

ART. 20.

De weezen aangetast door een ongeenesbaar lichaamsgebrek, waarbij zij in de onmogelijkheid verkeerden in hun onderhoud te voorzien, behouden zelfs na hunne meerderjarigheid, het voordeel van voorgaande beschikking.

Rechten der echtgenooten en der minderjarige kinderen van de vermiste militairen.

ART. 21.

Het pensioen en de pensioensverhoogingen toegestaan onder de bij onderhavige wet, vastgestelde voorwaarden, aan de weduwe en aan de minderjarige kinderen van den overleden militair worden insgelijks toegekend aan de echtgenooten en aan de kinderen van den militair in den loop van den oorlog aangeschreven als sedert ten minste zes maanden vermist, en als dusdanig in de door het Ministerie van Oorlog opgemaakte officiële lijsten aangeteekend.

Cette pension concédée à titre provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est établi officiellement ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

Elle prend fin à l'expiration du trimestre pendant lequel l'existence du disparu est devenue certaine.

Droits des ascendants.

ART. 22.

A défaut des ayants-droit désignés aux articles précédents, les père et mère du militaire décédé ou disparu dans les conditions ouvrant à la veuve des droits à la pension, recevront une allocation s'ils justifient :

1° Qu'ils sont de nationalité belge, à moins qu'il ne s'agisse d'une mère résidant en Belgique ayant perdu, antérieurement à la mort de son fils, sa qualité de Belge, par suite de son mariage avec un sujet d'une nation neutre ou alliée, père de son fils décédé.

2° Qu'ils ne disposent pas d'un revenu supérieur à 5,000 francs.

ART. 23.

A défaut du père et de la mère, l'allocation sera accordée aux grands parents dans les conditions déterminées à l'article 22. Toutefois, si le militaire a des frères et sœurs âgés de moins de 16 ans accomplis ou incapables par suite d'infirmités de subvenir à leurs besoins, l'allocation est accordée exclu-

Dit voorloopig toegestaan pensioen wordt in een definitief pensioen omgezet wanneer het overlijden officieel blijkt, of wanneer de afwezigheid verklaard is geworden bij vonnis met kracht van gewijsde.

Het houdt op bij 't verstrijken van het trimester waaronder het bestaan van den vermiste zeker geworden is.

Rechten der verwanten in opgaande lijn.

ART. 22.

Bij gebreke aan de bij hoogerstaande artikelen opgegeven rechthebbenden, zullen de vader en de moeder van den militair overleden of vermist in de omstandigheden die aan de weduwe rechten op een pensioen verleen, eene tegemoetkoming ontvangen, indien zij doen blijken :

1° Dat zij van Belgische nationaliteit zijn, tenzij er sprake weze van eene in België gevestigde moeder die, vóór de dood van haren zoon, hare hoedanigheid van Belg zou verloren hebben ten gevolge van haar huwelijk met een onderdaan van eene onzijdige of geallieerde natie, vader van haar overleden zoon;

2° Dat zij over niet meer dan 5,000 frank inkomen beschikken.

ART. 23.

Bij ontstentenis van den vader of de moeder, zal de tegemoetkoming worden verleend aan de grootouders in de voorwaarden bepaald bij artikel 22. Echter, zoo de militair broeders en zusters heeft beneden den vollen leeftijd van 16 jaar of onbekwaam, uit hoofde van lichaamsgebreken, in hunne behoef-

sivement à ces derniers et payée aux personnes qui en ont la charge.

Chaque grand parent ou chaque couple de grands parents ne pourra recevoir qu'une seule allocation. Les frères et sœurs recevront, ensemble, une allocation égale à celle qui serait réservée à la grand'mère veuve.

ART. 24.

L'allocation est accordée pour trois ans et est renouvelable d'office pour des périodes de même durée si les circonstances qui l'ont fait octroyer, ne se sont pas modifiées.

Pour les droits existants au moment de la promulgation de la présente loi, l'allocation prend cours à partir de cette promulgation.

ART. 25.

Les enfants naturels reconnus ont droit à la pension.

Pour avoir droit au bénéfice des dispositions qui précèdent, il faut que les enfants naturels aient été conçus avant le fait qui donne ouverture à la pension et qu'ils aient été reconnus dans les deux mois de leur naissance.

Toutefois, en ce qui concerne les enfants naturels nés avant le . . . (1) il suffit que la reconnaissance ait eu lieu antérieurement au . . . (2).

(1) Date du dépôt du projet.

(2) Date du dépôt du projet prorogée de deux mois.

ten te voorzien, dan zal de vergoeding uitsluitend aan deze laatsten verleend, en aan de personen die er den last van hebben, betaald worden.

Ieder grootouder of elk paar grootouders zal slechts een enkele vergoeding kunnen ontvangen. De broeders en zusters zullen tezamen eene tegemoetkoming ontvangen gelijk aan die welke aan de grootmoeder weduwe zou worden verleend.

ART. 24.

De tegemoetkoming wordt voor drie jaar verleend en kan van ambtswege voor termijnen van denzelfden duur worden verleend, zoo de omstandigheden die hare toekenning wettigden, niet veranderd zijn.

Voor de op het oogenblik der afkondiging van onderhavige wet bestaande rechten begint de tegemoetkoming te loopen met ingang van deze afkondiging.

ART. 25.

De erkende onwettige kinderen hebben recht op het pensioen.

Om op het voordeel van hoogervermelde beschikkingen recht te hebben, moeten de onwettige kinderen verwekt vóór het feit dat op het pensioen recht geeft, en erkend zijn geworden binnen de twee maanden na hunne geboorte.

Voor wat, echter, betreft de onwettige kinderen geboren vóór den . . . (1) volstaat het dat de erkenning vóór den . . . (2) hebbe plaats gevonden.

(1) Datum van het indienen van het ontwerp.

(2) Datum van het indienen van het ontwerp, met twee maanden verlengd.

En cas de reconnaissance judiciaire, il faut que la conception soit antérieure au fait qui donne ouverture à la pension.

Autres ayants-droit à la pension.

ART. 26.

Les droits des ascendants du premier degré sont ouverts à toute personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu l'enfant orphelin ou abandonné et avoir remplacé ses parents auprès de lui jusqu'à son appel sous les drapeaux.

Dans le cas d'abandon, les ascendants sont eux-mêmes déchus de leurs droits à l'allocation,

TITRE IV.

FIXATION DES PENSIONS

PREMIÈRE SECTION.

Pensions pour ancienneté de service.

ART. 27.

Le taux des pensions mentionnées au titre I de la présente loi est réglé, pour chacun des grades de l'armée et sans distinction d'arme ou de service, proportionnellement au nombre d'années de service, ainsi qu'il est fixé au tarif de la loi du 23 mai 1912 pour les officiers, et au tarif modifié de la loi du 24 mai 1912 pour les militaires de rang subalterne. Ces tarifs figurent au tableau I annexé à la présente loi.

Toutefois les pensions ainsi calculées seront majorées selon le taux fixé ci-après pour les militaires qui ont participé à la campagne, au cours de la

In geval van gerechtelijke erkenning moet de verwekking ouder zijn dan het feit dat op het pensioen recht geeft.

Andere rechthebbenden op het pensioen.

ART. 26.

De rechten van de verwanten in opgaande linie van den eersten graad gaan over op ieder persoon die bewijst het weeskind of verlaten kind te hebben opgenomen, opgevoed en onderhouden, en zijne ouders te hebben vervangen tot het oogenblik van zijne oproeping onder de wapens.

In geval van verlating, verbeuren de verwanten in opgaande linie zelve hunne rechten op de tegemoetkoming.

TITEL IV.

VASTSTELLING DER PENSIOENEN.

EERSTE AFDEELING.

Pensioenen wegens dienstouderdom.

ART. 27.

Het bedrag der pensioenen vermeld in Titel I van onderhavige wet wordt geregeld, voor elken graad van het leger en zonder onderscheid van wapen of dienst, in verhouding tot het getal dienstjaren, zooals bepaald wordt in den maatstaf van de wet van 23 Mei 1912 voor de officieren, en in den gewijzigden maatstaf der wet van 24 Mei 1912 voor de militairen van lageren rang. Deze maatstaven komen voor in de bij onderhavige wet gevoegde Tabel I.

De aldus berekende pensioenen zullen echter, verhoogd worden volgens den verder vastgestelden maatstaf voor de militairen die den veldtocht hebben

période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 :

De 100 % pour les soldats ;
De 85 % pour les caporaux ;
De 75 % pour les sous-officiers ;
De 50 % pour les officiers subalternes ;
De 40 % pour les officiers supérieurs ;
De 32 % pour les officiers généraux.

D'autre part, les pensions telles qu'elles sont déterminées ci-dessus, seront réduites :

1^o D'un cinquième pour les militaires visés au 1^o de l'article 3, qui comptent de vingt à trente années de service effectif, et pour les militaires visés au 6^o de l'article 2 ;

2^o De deux cinquièmes pour les militaires visés au 5^o de l'article 2, pour ceux visés au 5^o de l'article 3, et pour ceux qui sont visés au 1^o de l'article 3 et qui comptent de dix à vingt années de service effectif.

En outre, les pensions qui se rapportent à des militaires démissionnés ou congédiés, et qui ont repris du service pendant la guerre, seront réglées conformément aux dispositions de l'article 45.

ART. 28.

La pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire ; si néanmoins il demande sa retraite avant d'avoir au moins un an d'activité dans ce grade, la pension se règle sur le grade immédiatement inférieur.

ART. 29.

Le taux des pensions pour ancienneté de service conférées aux sous-offi-

medegemaakt tusschen den 1 Augustus 1914 en den 11 November 1918 :

Met 100 % voor de soldaten ;
Met 85 % voor de korporaals ;
Met 75 % voor de onderofficieren ;
Met 50 % voor de lagere officieren ;
Met 40 % voor de hoogere officieren ;
Met 32 % voor de opperofficieren.

Daarentegen zal van de aldus bepaalde pensioenen worden afgetrokken.

1^o Een vijfde voor de militairen bedoeld bij het 1^o van artikel 3, die twintig tot dertig jaren werkelijken dienst hebben en voor de militairen bedoeld bij het 6^o van artikel 2 ;

2^o Twee vijfden voor de militairen bedoeld bij het 5^o van artikel 2, voor diegenen bedoeld bij het 5^o van artikel 3 en voor diegenen bedoeld bij het 1^o van artikel 3 en die 10 tot 20 jaren werkelijken dienst hebben.

Bovendien worden de pensioenen betreffende de afgetreden of ontslagen militairen, die tijdens den oorlog opnieuw hebben dienstgenomen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 45 geregeld.

ART. 28.

Het pensioen wegens dienstouderdom wordt geregeld naar den graad waarmede de militair bekleed is ; indien hij, evenwel zijn ontslag aanvraagt alvorens ten minste één jaar werkelijken dienst in dien graad, te hebben gehad, zal het pensioen geregeld worden op grondslag van den onmiddellijk lagere graad.

ART. 29.

Het bedrag der aan de officieren en brigadiers der gendarmerie alsmede aan

ciers et brigadiers de la gendarmerie, ainsi qu'aux gendarmes, est calculé suivant les dispositions de la présente loi et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie, ce taux est majoré de 15 francs pour les adjutants sous-officiers et les premiers maréchaux des logis chefs, de 10 francs pour les maréchaux des logis chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis fourriers.

DEUXIÈME SECTION.

Pensions pour invalidité.

ART. 30.

Les pensions définitives ou provisoires accordées aux militaires pour les causes prévues à l'article 7 sont réglées conformément au tarif II annexé à la présente loi. Les pensions réduites prévues à l'article 12 sont réglées conformément au même tarif, mais avec réduction de 50 %.

Toutefois, en ce qui concerne les militaires qui étaient en service avant l'armistice, si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, le tarif du tableau II sera majoré de 50 % pour les pensions prévues à l'article 7 : il sera diminué seulement du cinquième s'il s'agit des pensions réduites prévues à l'article 12.

ART. 31.

Dans les cas d'infirmités multiples dont aucune n'entraîne l'invalidité absolue, le taux d'invalidité est attribué intégralement pour l'infirmité la plus

de gendarmen toegekend pensioen wegens dienstouderdom, wordt berekend volgens de beschikkingen van onderhavige wet, en dit bedrag wordt buitendien, voor elken vollen termijn van één jaar werkelijken dienst bij het korps gendarmerie, verhoogd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren en de eerste-opperwachtmeesters, met 10 frank voor de opperwachtmeesters en met 5 frank voor de eerste-wachtmeesters en de wachtmeesters-fourriers.

TWEEDE SECTIE.

Pensioenen wegens invaliditeit.

ART. 30.

De wegens bij artikel 7 voorziene redenen aan de militairen toegekende definitieve of voorloopige pensioenen worden geregeld overeenkomstig het bij onderhavige wet gevoegde tarief II. De bij artikel 12 voorziene verminderde pensioenen worden overeenkomstig hetzelfde tarief, doch met 50 % vermindering, geregeld.

Voor wat echter de militairen betreft die vóór den wapenstilstand onder dienst waren zal, indien de invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30 September 1919 niet inbegrepen, het tarief van tabel II voor de bij artikel 7 voorziene pensioenen met 50 % verhoogd worden, het zal slechts met één vijfde worden verminderd wanneer het de bij artikel 12 voorziene verminderde pensioenen geldt.

ART. 31.

In de gevallen van veelvuldige lichaamsgebreken, waarvan geene enkele tot volstrekte invaliditeit aanleiding geeft, wordt het invaliditeitsbedrag al-

grave, et, pour chacune des infirmités supplémentaires, il est proportionnel à la validité restante.

A cet effet, les dites infirmités sont rangées dans l'ordre décroissant du taux d'invalidité.

Toutefois, quand l'infirmité principale entraîne l'invalidité d'au moins 20 %, les degrés d'invalidité de chacune des infirmités supplémentaires sont élevés d'une, de deux ou de trois catégories, soit de 5, 10, 15 %, et ainsi de suite suivant qu'elles occupent les deux, trois, quatrième rang dans la série décroissante de leur gravité.

ART. 32.

Dans les cas d'infirmités multiples dont l'une entraîne l'invalidité absolue, il est accordé, en sus de l'indemnité maximum correspondant à 100 % d'invalidité, un supplément d'indemnité variant de 150 à 1,500 francs, par multiples de 150 francs, pour tenir compte des infirmités supplémentaires évaluées suivant une échelle de 1 à 10.

Les mesures d'exécution et d'application relatives à la classification des infirmités, à l'évaluation du degré d'invalidité qu'elles entraînent d'après leur gravité, sont réglées par arrêté royal.

Une indemnité spéciale de 500 à 1,500 francs peut être allouée aux mutilés qui, par leur infirmité, sont incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

geheel toegekend voor het zwaarste lichaamsgebrek en, voor elke der bijkomende gebreken staat het in verhouding tot de overblijvende validiteit.

Daartoe worden die lichaamsgebreken gerangschikt in de afdalende orde van den invaliditeitsrooster.

Wanneer, echter, het voornaamste gebrek ten minste tot 20 % invaliditeit aanleiding geeft, worden de invaliditeitsgraden van ieder der bijkomende lichaamsgebreken met eene, twee of drie categorieën, zegge met 5, 10, 15 % en zoo voort, verhoogd, naargelang dat zij den tweeden, derden of vierden rang in de afdalende reeks hunner ernstigheid bekleeden.

ART. 32.

In de gevallen van veelvuldige lichaamsgebreken, waarvan één tot volle invaliditeit aanleiding geeft, wordt er boven de hoogste vergoeding, die tegenover 100 % invaliditeit staat, eene aanvullende vergoeding van 150 tot 1,500 frank toegestaan, bij veelvouden van 150 frank, om rekening te houden met de bijkomende lichaamsgebreken die geschat worden volgens eene schaal van 1 tot 10.

De uitvoerings- en toepassingsmaatregelen aangaande de rangschikking der lichaamsgebreken, het schatten van den invaliditeitsgraad waartoe zij naargelang hunner ernstigheid aanleiding geven, worden bij koninklijk besluit geregeld.

Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 1,500 frank kan den verminkten worden toegestaan, die uit hoofde hunner lichaamsgebreken onbekwaam zijn zich te bewegen, alleen te gaan of de noodzakelijke levensverrichtingen te vervullen, en er toe genooddaakt zijn op gestadige wijze de zorgen van een derden persoon in te roepen.

ART. 33.

En sus de la pension définitive ou provisoire, accordée en vertu de l'article 30, il est accordé pour chaque enfant légitime et pour chaque enfant naturel reconnu dans les conditions indiquées à l'article 25, des majorations annuelles variant de 30 à 300 francs, suivant le degré d'invalidité.

Ces majorations sont allouées jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans.

ART. 34.

La pension pour cause de blessures et d'infirmités se règle toujours sur le grade dont le militaire est titulaire.

TROISIÈME SECTION.

Fixation des pensions des veuves et des orphelins, des épouses et des enfants des militaires disparus et des enfants naturels reconnus.

Allocation des ascendants et autres ayants droit.

ART. 35.

La pension des veuves des militaires tués en service ou morts à la suite de blessures reçues ou d'accidents éprouvés durant le service et par le fait du service, est réglée conformément à la deuxième colonne du tableau III joint à la présente loi.

La pension des veuves des militaires morts des suites de maladies contractées ou aggravées par le fait du service, est réglée conformément à la troisième colonne de ce tableau.

Lorsque le militaire est décédé des suites de blessures reçues, d'accidents

ART. 33.

Boven het krachtens artikel 30 toegestaan definitief of voorloopig pension, worden er voor ieder wettig en voor ieder erkend onwettig kind, onder de bij artikel 25 aangeduide voorwaarden, jaarlijksche verhoogingen toegekend, gaande van 30 tot 300 frank, volgens den invaliditeitsgraad.

Die verhoogingen worden verleend totdat het kind den ouderdom van 18 jaar bereikt hebbe.

ART. 34.

Het pensioen wegens kwetsuren en lichaamsgebreken wordt altijd geregeld op grondslag van den graad waarmede de militair bekleed is.

DERDE SECTIE.

Vaststellingen van de pensioenen der weduwen en weezen, der echtgenooten en der kinderen van de vermiste militairen en der erkende onwettige kinderen.

Vaststelling der bloedverwanten in de opgaande lijn en andere rechthebbenden.

ART. 35.

Het pensioen der weduwen van militairen die op dienst gedood werden of overleden tengevolge van binst en door den dienst opgedane kwetsuren of overkomen ongevallen wordt geregeld overeenkomstig de tweede kolom van de bij onderhavige wet gevoegde tabel III.

Het pensioen der weduwen van de militairen overleden tengevolge van door den dienst opgedane of verergerde ziekten wordt geregeld overeenkomstig de derde kolom dier tabel.

Wanneer de militair overleden is aan de gevolgen van ontvangen kwetsuren,

éprouvés, ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus. la pension de la veuve est réglée conformément à la deuxième colonne de ce tableau, avec majoration de 50 %. La pension de l'épouse du militaire disparu avant le 12 novembre 1918, est réglée de la même façon.

ART. 36.

La pension de la veuve et de l'épouse du militaire disparu est majorée de 300 francs pour chaque enfant de moins de 18 ans.

ART. 37.

Les orphelins bénéficient de la majoration mentionnée à l'article précédent, à partir du deuxième enfant âgé de moins de 18 ans.

ART. 38.

Les allocations mentionnées à l'article 22 sont fixées comme suit :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le père et la mère conjointement . . . fr.	800	500
Pour le père . . .	400	300
Pour la mère veuve, divorcée ou non mariée .	800	500
Pour la mère veuve, remariée ou qui a con- tracté mariage depuis le décès du militaire . . .	400	300

Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou

van overkomen ongevallen of van opgedane of verergerde ziekten tijdens den dienst en door den dienst, sedert den 1 Augustus 1914 tot den 29 September 1919 inbegrepen, wordt het pensioen der weduwe geregeld overeenkomstig de tweede kolom dezer tabel met verhooging van 50 %. Het pensioen der echtgenoot van den voor 12 November 1918 vermisten militair, wordt op dezelfde wijze geregeld.

ART. 36.

Het pensioen der weduwe en der echtgenoot van den vermisten militair wordt verhoogd met 300 frank voor ieder kind beneden 18 jaar.

ART. 37.

De weezen genieten de bij vorig artikel vermelde verhooging, te beginnen met het tweede kind beneden 18 jaar.

ART. 38.

De bij artikel 22 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den vader en de moeder gemeenschap- pelijk fr.	800	500
Voor den vader . . .	400	300
Voor de moeder, we- duwe uit den echt geschei- den of ongehuwde . . .	800	500
Voor de moeder we- duwe, hertrouwde of sedert het afsterven van den militair in den echt getreden	400	300

Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van

de maladies contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

Si le père ou la mère ont perdu plusieurs enfants des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées sous les drapeaux, l'allocation sera augmentée de 300 francs pour chaque enfant décédé à partir du deuxième inclusivement.

ART. 39.

Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit, dans chaque ligne :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand-père et la grand-mère conjointement fr.	600	400
Pour la grand-mère veuve	600	400
Pour le grand-père ou la grand-mère remarié	300	200

Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

ART. 40.

La pension des enfants naturels reconnus est fixée conformément à l'article 19, s'il n'y a ni veuve, ni enfant légitime.

S'il y a une veuve ou des enfants légitimes, la pension des enfants naturels se calcule dans l'ensemble, comme celle qui serait allouée en vertu de l'article 16.

ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde kwetsuren die dagteekenen tusschen den 1^o Augustus 1914 en den 29^o September 1919 inbegrepen.

Indien de vader of de moeder verscheidene kinderen verloren hebben aan de gevolgen van onder de vaandels ontvangen ziekten, zal de tegemoetkoming verhoogd worden met 300 frank voor ieder overleden kind te beginnen van het tweede inbegrepen.

ART. 39.

De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt, in elke lijn.

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder gemeenschappelijk . . . fr.	600	400
Voor de grootmoeder weduwe	600	400
Voor de grootvader of de grootmoeder hertrouwd	300	200

Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde ziekten die dagteekenen tusschen den 1^o Augustus 1914 en den 29^o September 1919 inbegrepen.

ART. 40.

Het pensioen der erkende onwettige kinderen wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 19, indien er noch weduwe noch wettige kinderen zijn.

Indien er eene weduwe of wettige kinderen bestaan wordt het pensioen der onwettige kinderen berekend over het geheel, zooals het pensioen dat krachtens artikel 16 zou verleend worden.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 41.

Un arrêté royal spécifiera les catégories de personnes attachées à l'armée ou à des services de l'armée auxquelles la présente loi est applicable et mentionnera le grade dans lequel ces personnes seront, par correspondance, considérées au point de vue de la pension.

ART. 42.

La pension pour ancienneté de service peut s'ajouter au principal de la pension d'invalidité sans toutefois que le total de la pension d'ancienneté et du principal de la pension d'invalidité puisse dépasser :

1^o les quatre cinquièmes du maximum du traitement pour les officiers supérieurs ou généraux ;

2^o les cinq sixièmes du maximum du traitement pour les capitaines commandants, les capitaines en second et les lieutenants ;

3^o pour le sous-lieutenant, les neuf dixièmes du maximum fixé pour le lieutenant ;

4^o pour les militaires non-officiers, les huit dixièmes de ce maximum.

ART. 43.

Toute décision portant rejet de pension temporaire ou définitive devra être motivée et préciser les faits et documents sur lesquels la décision s'étaye.

TITEL V.

ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.

ART. 41.

Een Koninklijk besluit zal de categorieën der personen die aan het leger of aan diensten van het leger gehecht zijn en op welke onderhavige wet toepasselijk is, vaststellen en den graad aanduiden waarin die personen bij overeenstemming zullen in aanmerking komen ten opzichte van 't pensioen.

ART. 42.

Het pensioen wegens dienstouderdom mag bij de hoofdsom van het invaliditeitspensioen gevoegd worden zonder dat nochtans het dienstouderdomspensioen met het invaliditeitspensioen samen mogen overtreffen :

1^o De drie vierden van het maximum der wedde voor de hoofd- en opperofficieren ;

2^o De vijf zesden van het maximum der wedde voor de kapiteins-commandanten, de tweede-kapiteins en luitenanten ;

3^o Voor de onderluitenanten de $\frac{9}{10}$ van het maximum vastgesteld voor de luitenanten ;

4^o Voor de militairen die geen officier zijn de $\frac{8}{10}$ van dit maximum.

ART. 43.

Elke beslissing houdende verwerping van verloopig of definitief pensioen zal dienen met redenen omkleed, en nauwkeurig de feiten en bescheiden vermelden waarop de beslissing steunt.

ART. 44.

La pension ou les droits à la pension, en ce qui concerne les militaires qui ont repris du service, feront l'objet d'une revision.

ART. 45.

Pour les militaires retraités, la revision s'établira en ajoutant à la pension primitive le nombre d'annuités correspondant à la durée des services nouveaux, avec le bénéfice des années de campagne. Ces annuités seront celles fixées par les tarifs des lois du 24 et du 25 mai 1912, éventuellement majorées dans les conditions prévues à l'article 27 et afférentes au dernier grade dont les intéressés étaient titulaires, sans préjudice des prescriptions de l'article 28, mais ne seront pas majorées de l'accroissement attribué au temps d'activité dans le grade.

Pour les militaires démissionnés, la pension sera liquidée d'après les dispositions de la présente loi, en ce qui concerne les services accomplis depuis le 1^{er} août 1914, d'après les dispositions antérieures et sur le grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission, pour les services accomplis avant le 1^{er} août 1914. Le bénéfice prévu à l'article 57 ne sera accordé qu'en raison du dernier grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission.

ART. 46.

Les officiers commissionnés et les officiers assimilés à un grade sont

ART. 44.

Het pensioen of de rechten op pensioen zullen, voor wat de militairen betreft die dienst hernamen, het voorwerp eener herziening uitmaken.

ART. 45.

Voor de gepensionneerde militairen zal de herziening derwijze gebeuren dat het oorspronkelijk pensioen zal vermeerderd worden met aantal annuïteiten die met den duur der nieuwe diensten overeenstemmen, met daarbij het voordeel der jaren veldtocht. Deze annuïteiten zullen deze zijn vastgesteld bij de tarieven der wetten van 24 en 25 Mei 1912, in gebeurlijk geval verhoogd in de gevallen voorzien bij artikel 27, en betrekking hebbende op den jongsten graad dien de belanghebbenden hebben bekleed, onverminderd de voorschriften van artikel 28, doch zullen niet verhoogd worden met de vermeerdering verbonden aan den in den graad doorgebrachten werkelijken dienst.

Voor de afgetreden militairen zal het pensioen vereffend worden volgens de beschikkingen van onderhavige wet, voor wat de diensten betreft welke sedert den 1^{en} Augustus 1914 werden vervuld, volgens de vroegere beschikkingen en op grondslag van den graad welken de belanghebbende bekleedde op het oogenblik zijner aftreding, voor de diensten vervuld vóór den 1^{en} Augustus 1914.

Het bij artikel 57 voorziene voordeel zal maar verleend worden met inachtneming van den laatsten graad van den belanghebbende op 't oogenblik van zijn aftreden.

ART. 46.

De aangestelde officieren en de met eenen graad gelijkgestelde officieren

traités, en ce qui concerne les droits à la pension d'invalidité, comme les autres officiers de même grade des cadres actifs ou de réserve.

ART. 47.

Les veuves, les orphelins et les dépendants des officiers commissionnés et des officiers assimilés à un grade sont traités, au point de vue des droits à une pension ou à des allocations, comme les veuves, les orphelins et les dépendants des officiers de même grade des cadres actifs et de réserve.

ART. 48.

Lorsqu'un militaire sera tué à l'ennemi après avoir fait l'objet d'une proposition à un grade supérieur, la pension des ayants droit sera liquidée sur ce grade, même si la nomination n'est intervenue que postérieurement au décès.

Le même bénéfice sera étendu aux ayants droit des officiers commissionnés prévus à l'article 55 de la présente loi qui auront été tués ou seront décédés dans l'exercice de l'emploi afférent à un grade supérieur.

ART. 49.

Les agents de l'État qui, dans l'accomplissement du service militaire au cours de la guerre, auront été atteints de blessures ou infirmités donnant droit à la pension, pourront opter entre le régime des pensions militaires et celui des pensions civiles, avec éventuellement le bénéfice du taux alloué aux blessures

worden behandeld, voor wat de rechten op het invaliditeitspensioen betreft, op dezelfde manier als de andere officieren van denzelfden graad der werkdadige- of reserve-kaders.

ART. 47.

De weduwen, de weezen en zij die afhangen van de aangestelde officieren en van de met eenen graad gelijkgestelde officieren, worden behandeld, ten opzichte der rechten op pensioen of op tegemoetkomingen, zooals de weduwen, de weezen en zij die afhangen van de officieren van denzelfden graad der werkdadige- en reserve-kaders.

ART. 48.

Wanneer een militair vóór den vijand sneuvelt na tot een hooger en graad voorgedragen te zijn geweest, zal het pensioen der rechthebbenden vereffend worden op grondslag van dien graad, zelfs wanneer de benoeming slechts na den dood heeft plaats gevonden. Hetzelfde voordeel zal bij uitbreiding verleend worden aan de rechthebbenden der aangestelde officieren voorzien bij artikel 55 van onderhavige wet, die zullen gesneuveld of overleden zijn onder 't uitoefenen der aan een hooger en graad verbonden betrekking.

ART. 49.

De Staatsagenten die in de uitoefening van den militairen dienst onder den oorlog door op pensioen recht verschaffende kwetsuren of lichaamsgebreken zullen getroffen geworden zijn, zullen mogen kiezen tusschen het stelsel der militaire pensioenen en dit der burgerlijke pensioenen met, in gebeur-

reçues ou accidents survenus dans l'exercice de leurs fonctions.

Un délai de cinq ans est accordé à ces agents pour passer d'un régime à l'autre en cas d'aggravation de ces blessures ou infirmités.

ART. 50.

Tout le temps du service des militaires aux armées mises sur le pied de guerre sera compté double dans le règlement de leurs années de service pour obtention de la pension pour ancienneté de service.

Il en sera de même pour le temps qu'ils auront été prisonniers de guerre ou internés à l'étranger.

ART. 51.

Le temps de service que les militaires auront accompli depuis le 1^{er} août 1914 et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front dans les conditions définies par la loi, sera compté double en sus de la durée effective.

ART. 52

La supputation du bénéfice accordé par chacun des articles 50 et 51 ci-dessus, se fait en totalisant les périodes de service à faire valoir, la fraction de mois que comporte éventuellement le total étant comptée pour un mois.

Toutefois, en ce qui concerne le bénéfice accordé par l'article 50 pour la campagne de 1914-1918 et la campagne

lijk geval, het voordeel van het bedrag dat verleend wordt voor ontvangen kwetsuren of onder 't uitoefenen hunner betrekking overkomen ongevallen. Een uitstel van vijf jaar wordt aan deze agenten verleend om van het eene tot het andere stelsel over te gaan, in geval van verergering hunner kwetsuren of lichaamsgebreken.

ART. 50.

Gansch de diensttijd der militairen bij de ooorlogsvoet zijnde legers doorgebracht zal voor dubbel tellen in de regeling hunner dienstjaren voor het bekomen van een pensioen wegens dienstouderdom.

Hetzelfde zal gelden voor den tijd gedurende denwelken zij als krijgsgesvangenen of geïnterneerden in den vreemde hebben doorgebracht.

ART. 51.

De diensttijd welken de militairen sedert den 1^{en} Augustus 1914 zullen volbracht hebben, en die hun onder de bij de wet bepaalde voorwaarden op het toekennen der frontchevrons recht verleen, zal boven den wezenlijken duur, voor dubbel worden gerekend.

ART. 52.

Het berekenen van het voordeel verleend bij elk der bovenstaande artikelen 50 en 51, geschiedt door samentelling der te doen gelden diensttermijnen, waarbij de gebeurlijk in het totaal vervatte niet volle maand voor ééne maand in aanmerking komt.

Voor wat, echter, het voordeel betreft bij artikel 50 verleend voor den veldtocht van 1914-1918 en den veldtocht van

de 1870, si ce total comporte une fraction d'année, cette fraction sera acceptée pour une année entière.

ART. 53.

Le bénéfice des années supplémentaires mentionné à l'article 50 et à l'article 51 sera compté à tous les ayants-droit, quel que soit le nombre de leurs années de service.

En conséquence, le nombre d'années de service donnant droit au maximum de la pension, sera, s'il y a lieu, dépassé d'un nombre au plus égal à celui des années dont le bénéfice est prévu à l'alinéa précédent.

L'excédent ainsi déterminé, fera bénéficier le taux de cette pension de l'accroissement indiqué au tableau I majoré dans les conditions mentionnées à l'article 27.

ART. 54.

Le temps passé pendant la durée de la guerre soit en non-activité, soit en congé sans solde en attendant la mise à la retraite ou le licenciement par réforme pour infirmités du fait de la guerre, sera compté comme service effectif dans le règlement de la pension et fera bénéficier les intéressés des articles 50, 51 et 57.

ART. 55.

Est considéré comme temps d'activité dans le grade dont ils ont fait les fonctions, celui durant lequel les lieutenants-colonels et colonels ou ceux qui

1870 zal, indien het totaal een onderdeel van een jaar bedraagt, dit onderdeel als een vol jaar worden gerekend.

ART. 53.

Het bij artikel 50 en bij artikel 51 vermelde voordeel der bijkomende jaren zal al den rechthebbenden toegekend worden, welk ook het aantal hunner dienstjaren weze.

Diensvolgens zal, zoo noodig, het aantal dienstjaren, welke op het maximum van het pensioen recht verleen en, verhoogd worden met een getal jaren welk dit, waarvan het voordeel bij voorgaand lid voorzien is, niet te boven gaat.

Door het aldus bekomen overschot, zal het bedrag van dit pensioen aangroeien met de verhooging vermeld in Tabel I, vermeerderd onder de bij artikel 27 opgegeven voorwaarden.

ART. 54.

De tijd onder den oorlog doorgebracht, 'tzij in non-activiteit, 'tzij met verlof zonder soldij in afwachting der op pensioenstelling, of der afdanking wegens reforme uit oorzaak van door den oorlog opgedane lichaamsgebreken, zal bij het regelen van het pensioen als werkelijken dienst gerekend worden, waardoor de belanghebbenden het voordeel van artikelen 50, 51 en 57 zullen verkrijgen.

ART. 55.

Wordt beschouwd als werkelijken dienstdtijd in den graad waarvan zij de betrekking hebben waargenomen, deze gedurende denwelken de luitenant-kolo-

leur sont assimilés et les généraux-majors ont été commissionnés pour exercer un emploi afférent à un grade supérieur.

De même sera considéré comme temps d'activité dans le grade dont ils ont fait les fonctions, le temps pendant lequel les officiers d'un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel ou les officiers assimilés à ce grade ont été commissionnés pour exercer à l'a mée de campagne, un emploi afférent au grade supérieur.

ART. 56.

Les pensions des sous-officiers et soldats du corps de la gendarmerie seront réglées d'après les assimilations de grade suivantes :

- a) Les sous-officiers au grade d'adjudant ;
- b) Les brigadiers au grade de sergent-major ;
- c) Les gendarmes au grade de sergent.

ART. 57.

La pension de retraite pour ancienneté octroyée d'après la présente loi à tout officier, à tout fonctionnaire assimilé et à tout gradé, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les proportions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade :

nels en kolonels of de met hen gelijkgestelden en de generaal-majours aangesteld zijn geweest om de betrekking van een hooger grad uit te oefenen.

Zal eveneens beschouwd worden als werkelijken diensttijd in den grad waarvan zij de betrekking hebben waargenomen, de tijd gedurende denwelken de officieren beneden den grad van lieutenant-kolonel of de met dien grad gelijkgestelde officieren aangesteld geweest zijn, om bij het veldleger eene betrekking van een hooger grad uit te oefenen.

ART. 56.

De pensioenen der onderofficieren en soldaten van het korps gendarmerie zullen geregeld worden met inachtname der volgende gelijkstellingen met grad :

- a) De onderofficieren met den grad van adjudant ;
- b) De brigadiers met den grad van sergeant-majoor ;
- c) De gendarmen met den grad van sergeant.

ART. 57.

Het rustpensioen, wegens dienstouderdom, ingevolge onderhavige wet toegekend aan alle officieren, aan alle gelijkgestelde ambtenaar en aan alle gegradeerde, met uitzondering dezer van de met reformewedde geplaatste officieren, wordt in de volgende verhoudingen verhoogd wegens werkelijke dienstjaren in den grad :

CATEGORIES.	QUOTITÉ DE L'AUGMENTATION (pour cent du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade.									
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Officier général et colonel. . . .	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»	
Lieutenant-colonel et major	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»	
Officier subalterne et gradés	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	

RANG.	BEDRAG DER VERHOOGING (ten honderd van het beloop van het pensioen) verleend na het hieronder aangeduid aantal werkelyke diensjaren in den graad.									
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Opperofficieren kolonel	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»	
Luitenant-kolonel en majoor	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»	
Lagere officier en gegradeerden	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	

Les dispositions du tableau ci-dessus ne peuvent jamais avoir pour conséquence d'attribuer à un militaire d'un grade déterminé une pension inférieure à celle qu'il aurait obtenue s'il n'avait pas fait l'objet d'une promotion à ce grade. Dans ce cas c'est la pension du grade précédent qui sera octroyée; elle sera déterminée comme si la promotion n'avait pas eu lieu.

Le temps d'activité dans le grade donnant droit à l'augmentation de la pension prévue par l'article 53 est supputé, pour les capitaines commandants et assimilés à ce grade à partir du jour de leur nomination, commissionnement ou assimilation au grade de capitaine ou de capitaine en second, et pour les lieutenants et assimilés à ce grade à partir du jour de leur nomination,

De beschikkingen van bovenstaande tabel mogen nooit aanleiding geven tot het toekennen, aan een militair van een bepaalden graad van een lager pensioen dan hij zou verkregen hebben indien hij het voorwerp eener bevordering tot dien graad niet was geweest. In dit geval wordt het pensioen van den vorigen graad toegekend; het zal bepaald worden alsof de bevordering niet ware geschied.

De werkelijke dienstdtijd in den graad welke recht geeft op de bij artikel 53 voorziene verhooging van het pensioen wordt, voor de kapiteins-kommandanten en met dien graad gelijkgestelden berekend vanaf den dag hunner benoeming, aanstelling tot of gelijkstelling met den graad van kapitein of van tweede-kapitein en voor de luitenants en met dien graad gelijkgestelden, van af den dag

commissionnement ou assimilation au grade de sous-lieutenant.

ART. 58.

Les pensions afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II . fr. 100 »

Ordre de la Couronne . 150 »

Ordre de Léopold . . 200 »

La moitié du montant de ces pensions est réversible aux veuves et orphelins des militaires qui en étaient titulaires.

Ces pensions peuvent être cumulées.

ART. 59.

Les pensions et les indemnités tenant lieu de pension prescrites par l'arrêté-loi du 5 avril 1917, existantes au moment de la mise en vigueur de la présente loi, si elles ont été accordées à des militaires ayant pris part à la guerre, seront révisées conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus et prennent cours au point de départ légal de la pension, c'est-à-dire, au moment où les intéressés ont cessé de toucher la solde ou l'indemnité de fr. 2.50 dite de réforme.

ART. 60.

Lors de la liquidation des arriérés de pension, sont défalquées les sommes que les intéressés ont reçues à titre de solde, d'indemnité, de secours, en attendant le règlement de la pension.

hunner benoeming, aanstelling tot of gelijkstelling met den graad van onderluitenant.

ART. 58.

De aan de nationale orden verbonden pensioenen, verleend aan de militairen beneden den graad van officier, zijn tot het volgende bedrag bepaald ;

Orde van Leopold II. fr. 100 »

Kroonorde 150 »

Leopoldsorde 200 »

De helft van het beloop dezer pensioenen is overdraagbaar op de weduwen en weezen der militairen, die er houder van waren.

Deze pensioenen kunnen bij samenvoeging genoten worden.

ART. 59.

De pensioenen en de vergoedingen geldend als het pensioen voorgeschreven bij het wet-besluit van 5 April 1917, en die bestaan op het oogenblik van 't invoege brengen van onderhavige wet zullen, indien zij werden verleend aan militairen die aan den oorlog hebben deel genomen, herzien worden overeenkomstig de nieuwe beschikkingen van voorgaande artikelen en ingaan vanaf het wettelijk aanvangspunt van het pensioen, 't is te zeggen, op het oogenblik dat de belanghebbenden opgehouden hebben de soldij of de vergoeding van fr. 2.50 gezegd « voor reforme » te trekken.

ART. 60.

Bij de vereffening der pensioenachterstallen worden de sommen afgetrokken welke de belanghebbenden, in afwachting der regeling van het pensioen voor soldij, vergoeding, hulpgeld hebben ontvangen.

ART. 61.

Les pensions et les allocations annuelles seront inscrites comme dette de l'Etat, au livre des pensions du Trésor public, et payées par trimestre, sur certificat de vie des personnes qui les auront obtenues, au chef lieu d'arrondissement de leur domicile.

Ces certificats de vie seront délivrés par l'autorité communale du lieu du domicile, et le seront sans frais pour toute pension n'excédant pas deux mille francs.

ART. 62.

Les pensions militaires sont personnelles et viagères; elles sont incessibles et insaisissables, excepté au cas de débet envers l'Etat, ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205 et 214 du Code civil.

Dans les deux cas, les pensions et les allocations sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant, pour cause de débet, et le tiers pour aliments.

ART. 63.

Les pensions de toute nature sont accordées par un arrêté royal précisant les motifs pour lesquels elles ont été données.

Ces arrêtés sont insérés au *Moniteur*.

ART. 64.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu :

Par la condamnation à une peine

ART. 61.

De pensioenen en de jaarlijksche tegemoetkomingen zullen in het pensioenboek der openbare Schatkist als Staatsschuld ingeschreven en per trimester worden betaald, op levensbewijs der personen die ze ter hoofdplaats van het arrondissement hunner verblijfplaats zullen hebben bekomen.

Die levensbewijsstukken dienen afgeleverd door de gemeenteoverheid der verblijfplaats en zulks zonder kosten voor alle de 2,000 frank niet te boven gaande pensioen.

ART. 62.

De militaire pensioenen zijn persoonlijk en levenslang, zij zijn onafstaanbaar en onaantastbaar, behalve in geval van schuld jegens den Staat, of in de gevallen voorzien bij artikelen 203, 205 en 214 van het burgerlijk wetboek.

In beide gevallen, zijn de pensioenen en tegemoetkomigen vatbaar voor afhoudingen die wegens schuld, het vijfde, en wegens levensonderhoud, het derde van het bedrag ervan niet mogen te bovengaan.

ART. 63.

De pensioenen van alle slag worden verleend by een koninklijk besluit waarbij nauwkeurige bepaling der redenen waarom zij werden gegeven.

Die besluiten worden in den *Moniteur* ingelascht.

ART. 64.

Het recht op 't bekomen of op 't genot der militaire pensioenen wordt onderbroken : bij veroordeeling tot eene lijf- of oonteerende straf, onder den duur der

afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine;

Par les circonstances qui font perdre la qualité de belge, pendant la privation de cette qualité.

ART. 65.

Sans préjudice des dispositions de la Législation existante relatives au cumul de deux pensions ou d'un traitement et d'une pension, est autorisé le cumul d'une pension militaire d'invalidité avec le traitement où la pension afférent à un emploi civil de l'État, des provinces ou des communes.

ART. 66.

Un arrêté royal déterminera la formation et le fonctionnement des commissions qui seront chargées de statuer sur les droits aux pensions et allocations prévues par la présente loi.

Ces commissions comprendront un tiers au moins de mutilés dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

Leurs décisions seront susceptibles d'appel : le recours sera porté devant une juridiction supérieure composée par tiers, de magistrats, d'invalides de la qualité dite ci-dessus et de fonctionnaires.

L'instruction de ces affaires se fera sans frais.

ART. 67.

La présente loi modifie ou abroge pour les cas qu'elle prévoit, toutes les dispositions légales antérieures relatives

straf; bij de omstandigheden waaruit het verlies der hoedanigheid van Belg volgt, gedurende de berooving van deze hoedanigheid.

ART. 65.

Onder voorbehoud der bepalingen der bestaande wetgeving aangaande het gelijktijdig genot van twee pensioenen of van eene wedde en een pensioen, mag een militair pensioen wegens invaliditeit samengaan met de aan eene burgerlyke betrekking aan Staat, provincie of gemeente verbonden wedde of pensioen.

ART. 66.

Een koninklijk besluit zal de inrichting en de werking regelen der Commissiën die zullen gelast worden met de beslissingen te treffen aangaande de bij onderhavige wet voorziene rechten op de pensioenen en tegemoetkomingen.

Deze Commissiën zullen te minste een derde verminkten begrypen, wier invaliditeit 50 % overtreft.

Tegen hunne beslissingen zal beroep kunnen aangeteekend worden : het beroep zal uitgeoefend worden vóór eene hoogere rechtsmacht bij derden samengesteld uit magistraten, invaliden van hooger vermelde categorie en ambtenaren.

Deze zaken worden zonder kosten afgehandeld.

ART. 67.

Onderhavige wet wijzigt of trekt al de vroegere wettelijke beschikkingen in aangaande de rechten op het militair

aux droits à la pension militaire. Toutes les dispositions antérieures seront appliquées aux militaires ayant fait la campagne, chaque fois qu'elles leur seront plus avantageuses.

Donné à Bruxelles, le 14 août 1919.

pensioen, voor de gevallen welke zij voorziet. Telkens zij den militairen die den veldtocht hebben meegemaakt, voordeliger zullen zijn, dienen al de beschikkingen van vroeger hun toegepast.

Gegeven te Brussel, den 14^e Augustus 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

TABEL I.

Tarief der wet van 24 Mei 1913, voor de officieren.				Verhooging voor de officieren die den veldtocht hebben mede-gemaakt.		Gewijzigd tarief der wet van 25 Mei 1913, voor de militairen van lagere rang.				Verhooging voor de militairen die den veldtocht hebben mede-gemaakt.	
GRADEN.	RUSTPENSIOENEN WEGENS DIENSTOUDERDOM.			Verhooging voor de officieren die den veldtocht hebben mede-gemaakt.	AANMERKINGEN.	GRADEN.	Pensioen voor tien jaar werkelijken dienst.	Verhooging voor elk jaar dienst, met inbegrip der veldtochten.	Hoogste bedrag na veertig jaar dienst, met inbegrip der veldtochten.		
	Pensioen na dertig jaar werkelijken dienst.	Verhooging voor elk jaar dienst, met inbegrip der veldtochten.	Hoogste bedrag na veertig jaar, met inbegrip der veldtochten.								
(1)	(2)	(3)	(4)	De pensioenen voor de termijnen van tien tot dertig jaar worden berekend volgens de cijfers der 3 ^e kolom.	32 %	40 %	50 %	75 %			
Luitenant-generaal . .	6,450	205 "	8,200								
General-majoor . . .	5,100	170 "	6,800								
Kolonel	4,245	144 50	5,660								
Luitenant-kolonel . .	3,525	117 50	4,700								
Majoor	2,925	97 50	3,900								
Kapitein-commandant .	2,430	81 "	3,240								
Tweede-kapitein. . .	2,160	72 "	2,880								
Luitenant	1,800	60 "	2,400								
Onder-luitenant . . .	1,500	50 "	2,000								

TABLE II. — TARIEF BIJ DE WET GEVOEGD.

Pensioenen wegens werkonbekwaamheid.

GRADEN.	100 %	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	45 %	40 %	35 %	30 %	25 %	20 %	15 %	10 %
Luitenant-generaal.	4,800.	4,560	4,320	4,080	3,840	3,600	3,360	3,120	2,880	2,640	2,400	2,160	1,920	1,680	1,440	1,200	960	720	480
Generaal-majoor	4,640	4,408	4,176	3,944	3,712	3,480	3,248	3,016	2,784	2,552	2,320	2,088	1,856	1,624	1,392	1,160	928	696	464
Kolonel	4,480	4,256	4,032	3,808	3,584	3,360	3,136	2,912	2,688	2,464	2,240	2,016	1,792	1,568	1,344	1,120	896	672	448
Luitenant-kolonel	4,320	4,104	3,888	3,672	3,456	3,240	3,024	2,808	2,592	2,376	2,160	1,944	1,728	1,512	1,296	1,080	864	648	432
Majoor	4,160	3,952	3,744	3,536	3,328	3,120	2,912	2,704	2,492	2,288	2,080	1,872	1,664	1,456	1,248	1,040	832	624	416
Kapitein-commandant	4,000	3,800	3,600	3,400	3,200	3,000	2,800	2,600	2,400	2,200	2,000	1,800	1,600	1,400	1,200	1,000	800	600	400
Tweede-kapitein	3,840	3,648	3,456	3,264	3,072	2,880	2,688	2,496	2,304	2,112	1,920	1,728	1,536	1,344	1,152	960	768	576	384
Luitenant	3,680	3,496	3,312	3,128	2,944	2,760	2,576	2,392	2,208	2,024	1,840	1,656	1,472	1,288	1,104	920	736	552	368
Onderluitenant	3,520	3,344	3,168	2,992	2,816	2,640	2,464	2,288	2,112	1,936	1,760	1,584	1,408	1,232	1,056	880	704	528	352
Adjutant	3,120	2,964	2,808	2,652	2,496	2,340	2,184	2,028	1,872	1,716	1,560	1,404	1,248	1,092	936	780	624	468	312
1 ^o sergeant-majoor	3,000	2,850	2,700	2,550	2,400	2,250	2,100	1,950	1,800	1,650	1,500	1,350	1,200	1,050	900	750	600	450	300
Sergeant-majoor	2,880	2,736	2,592	2,448	2,304	2,160	2,016	1,872	1,728	1,584	1,440	1,296	1,152	1,008	864	720	576	432	288
1 ^o sergeant	2,760	2,622	2,484	2,346	2,208	2,070	1,932	1,794	1,656	1,518	1,380	1,242	1,104	966	828	690	552	414	276
Sergeant	2,640	2,508	2,376	2,244	2,112	1,980	1,848	1,716	1,584	1,452	1,320	1,188	1,056	924	792	660	528	396	264
Korporaal	2,520	2,394	2,268	2,142	2,016	1,890	1,764	1,638	1,512	1,385	1,260	1,134	1,008	882	756	630	504	378	252
Soldaat	2,400	2,280	2,160	2,040	1,920	1,800	1,680	1,560	1,440	1,320	1,200	1,080	960	840	720	600	480	360	240
Verhooging voor kind beneden leeftijd van 18 jaar	300	285	270	255	240	225	210	195	180	165	150	135	120	105	90	75	60	45	30

AANWERKINGEN. — Voor de militairen die voor den wapenstilstand onder dienst waren, indien het tijdstip van den oorsprong der invaliditeit tusschen den 1^o Augustus 1914 en den 30 September 1919, niet inbegrepen, hoeft te vallen, zal het tarief van onderhavige tabel voor de bij artikel 7 voorziene pensioenen, met 50 % dienen verhoogd. Het zal slechts met een vijfde worden verlaagd wanneer het verminderde pensioenen, voorzien bij artikel 12 geldt.

TABEL III. — TARIEF, BIJ DE WET GEVOEGD.

Pensioenen voor weduwen en weezen.

WEDUWEN VAN :	Bezweken aan eene kwetsuur of aan de gevolgen eener door den dienst overko- men kwetsuur of ongeval.	Overleden aan eene door den dienst opgedane of verergerde ziekte.	Aanmerkingen.
(1)	(2)	(3)	(4)
Luitenant-generaal . . .	4 500	3,000	De cijfers dezer tabel worden met 50 % verhoogd voor de weduwe van den militair overleden aan de gevolgen van onder den dienst en door den dienst ontvangen kwetsuren, over- komen ongevallen of opgedane of verergerde ziekten, van den 1 ⁿ Augus- tus 1914 tot den 29 ⁿ September 1919 inbegrepen. Hetzelfde geldt voor wat betreft de we- duwe van een voor den 12 ⁿ Novem- ber 1918 vermisten militair.
Generaal-majoor . . .	3 750	2,500	
Kolonel	3 300	2,200	
Luitenant-kolonel. . .	3 000	2,000	
Majoor	2,700	1,800	
Kapitein-commandant . .	2,400	1,600	
Tweede-kapitein . . .	2,100	1,400	
Luitenant	1,800	1,300	
Onderluitenant . . .	1,600	1,200	
Adjudant	1,350	1,080	
1 ^e sergeant-majoor . .	1,300	1,040	
Sergeant-majoor . . .	1,250	1 000	
1 ^e sergeant	1,200	960	
Sergeant.	1,150	920	
Korporaal	1,050	840	
Soldaat	1,000	800	